



RAPPORT
FINANCIER
A N N U E L
2021



SMI
Managem Group



SMI
Managem Group

01 Présentation de **SMI**

- Chiffres clés
- Présentation des activités
- Dates clés
- Actionnariat

02 Rapport d'**Activité**

- Principaux faits marquants et réalisations de 2021
- Performances financières
- Perspectives

SOMMAIRE

03 Rapport **ESG**

- Un acteur responsable
- Une politique RH au service de la valorisation du capital humain
- Protéger l'environnement
- Promouvoir le développement local
- Une gouvernance responsable et transparente

04 **COMPTES** et Rapports

- Rapport de Gestion
- Comptes sociaux
- Rapport des commissaires aux comptes



01

Présentation de **SMI**

- Chiffres clés
- Présentation des activités
- Dates clés
- Actionnariat

Présentation des activités

La Société Métallurgique d'Imiter (SMI) a été créée en 1969 pour opérer le gisement d'Argent d'Imiter. Le site, qui s'étend sur une superficie de 375 Ha, est situé à 150 km à l'Est de Ouarzazate, au Maroc. Le gisement d'Imiter se distingue par les qualités de son minerai qui lui permet de produire un Argent métal d'une pureté de 99,5%, sous forme d'anodes d'Argent.

Cotée à la Bourse de Casablanca et filiale du Groupe Managem, la SMI se hisse parmi les premiers producteurs mondiaux d'Argent primaire.

Forte de son expertise en géologie et en exploration, la SMI a engagé un programme de recherche continu, qui lui assure de renouveler ses réserves et de pérenniser ses activités dans la Mine d'Imiter.

Ces dernières années, la SMI a accéléré son programme d'exploration de nouveaux gîtes et gisements indépendants, tout en intégrant des outils technologiques pertinents dans le traitement de données géologiques et de planification minière. Parallèlement, elle a procédé à plusieurs extensions d'usines lui permettant d'augmenter ses capacités de traitement.

Depuis 2019, la SMI dispose d'une nouvelle usine de traitement qui permet de valoriser les stocks miniers de la digue et d'augmenter sa production annuelle d'Argent. Depuis lors, la SMI poursuit un ambitieux programme de développement qui lui permet de mener une activité argentifère à vocation durable.

La mine d'Imiter

Produits commercialisés	Lingots d'argent
Carrière	Mine souterraine exploitée par tranches montantes remblayées avec du remblai mécanique ou cimenté
Traitement	Concassage, broyage, flottation, fusion

L'Argent, un métal précieux



L'Argent (Ag) fait partie des métaux dont la découverte date de l'Antiquité.

Métal précieux de plus en plus rare, l'Argent a des propriétés chimiques et physiques très proches de l'Or. C'est un métal dur, inoxydable et un excellent conducteur thermique et électrique.

L'argent est couramment utilisé dans les applications électriques, électroniques, la brasure, ou en encore, pour l'industrie de la santé pour ses qualités antiseptiques et la fabrication de miroirs.

La sensibilité à la lumière fait de l'Argent un élément nécessaire à la production de l'énergie solaire, ce qui en fait un composant important pour la fabrication des panneaux photovoltaïques.

L'Argent est utilisé en orfèvrerie et en joaillerie, où il sert de métal de recouvrement. On retrouve l'Argent dans notre vie quotidienne: **appareils électroménagers, instruments de musiques, purificateurs d'eau...**

Chiffres Clés



689 MDH
CHIFFRE D'AFFAIRES



196 MDH
EBE

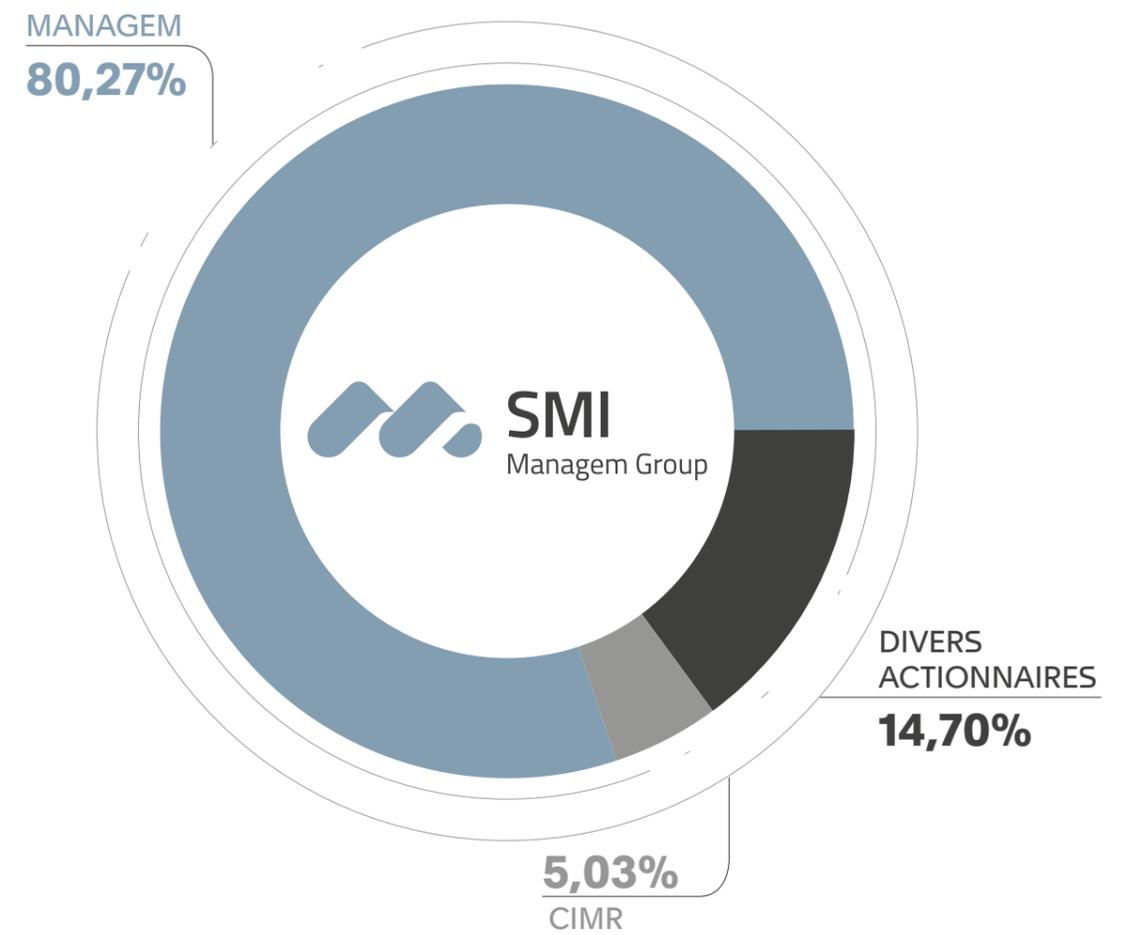


236 MDH
INVESTISSEMENTS



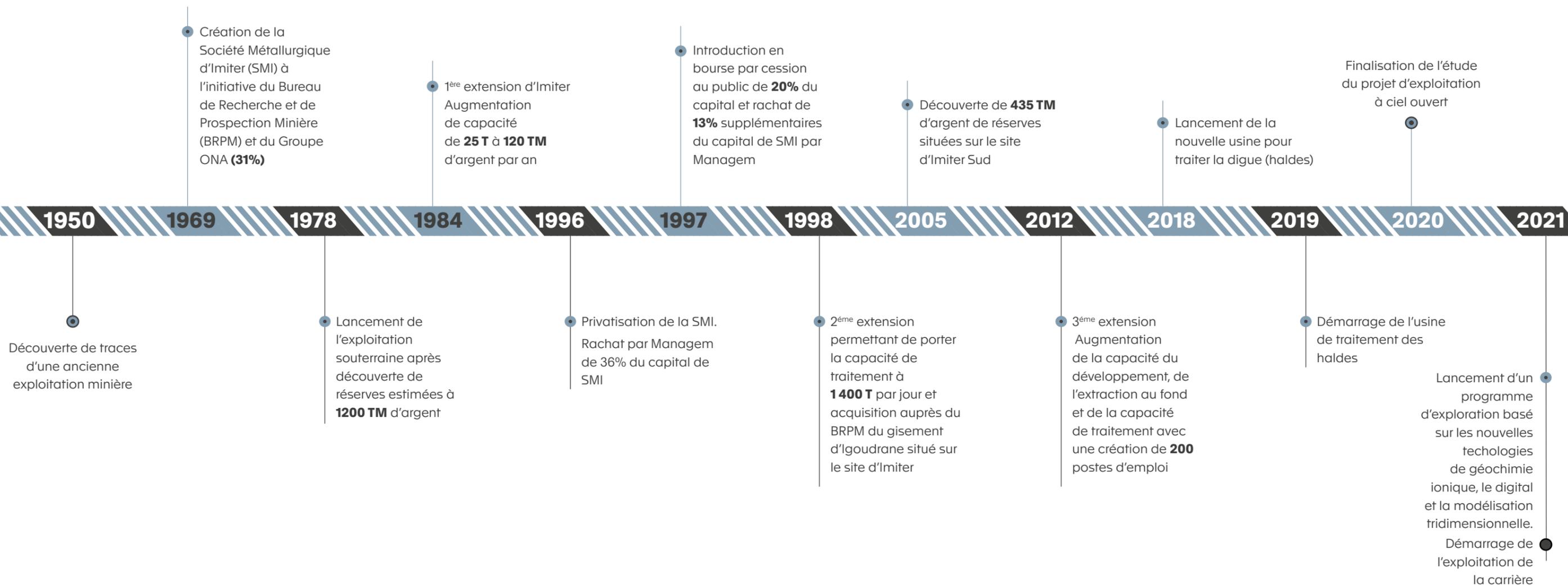
759
COLLABORATEURS

Actionnariat



Dates clés

“
Producteur privilégié d'Argent depuis
près de 60 ans”





02

Rapport d'Activité

- Principaux faits marquants et réalisations de 2021
- Performances financières
- Perspectives



Principaux faits marquants et réalisations de 2021

► Efforts soutenus des travaux d'exploration

L'année 2021 a été marquée par la mise en place d'une feuille de route exploration à l'échelle de la région d'Imiter en vue de dégager des nouveaux gisements en dehors des zones d'exploitation. Cette dynamique s'est accompagnée d'un investissement en exploration de 88,9 MDH au titre de l'année.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette feuille de Route, SMI a introduit de nouvelles technologies d'exploration de Géochimie ionique, de targeting et ciblage par Machine Learning avec des résultats concluants pour les projets greenfield. Grâce à la modélisation de la prospectivité de la boutonnière et au lancement de la modélisation 3D de la géologie du gisement d'Imiter, SMI a mis en relief plusieurs zones ayant une bonne probabilité de découverte. L'année a également connu l'organisation d'une table ronde pour l'exploration de nouvelles zones à Imiter, avec l'intervention de plusieurs experts en Géologie.

Les efforts déployés durant cette année, ont permis la découverte de nouvelles structures minéralisées à Imiter I, Imiter II et Igoudrane et l'obtention de résultat positifs Greenfield à l'est du gisement d'Imiter.

L'année a également été marquée par la mise en exploitation de la carrière.



Performances financières

► Principaux indicateurs de résultats en M MAD

Principaux Indicateurs (En MDH)	S1-2021	S2-2021	2021	2020	Var en MDH
Chiffre d'affaires	296	393	689	856	-167
Excédent brut d'exploitation	53	142	196	391	-195
Résultat d'exploitation	-79	12	-68	102	-170
Résultat financier	6	4	11	-3	13
Résultat net	-77	10	-67	97	-164

SMI a réalisé un deuxième semestre 2021 en nette amélioration, avec une progression de l'EBE de 89 MDH par rapport au premier semestre de l'année. Ceci grâce à l'augmentation de la production d'Argent de 20% et à la baisse du cash cost de 18% au second semestre.

Le Chiffre d'Affaires à fin 2021 s'établit à 689 MDH en recul de 167 MDH par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique notamment par le recul de la production d'Argent de 18%.

L'Excédent Brut d'Exploitation s'établit à 196 MDH et le Résultat d'Exploitation à -68 MDH en retrait par rapport à 2020 en raison de la baisse du volume qui a entraîné la baisse du Chiffre d'Affaires.

Le Résultat Financier enregistre une hausse de 13 MDH, grâce à l'impact positif du résultat de change et produits de placement.

Le Résultat Net s'établit à -67 MDH, reflétant ainsi la baisse de l'EBE. Toutefois, le résultat net du second semestre est en progression de 87 MDH par rapport au premier semestre.

Développement & perspectives

La société poursuit ses efforts de développement de l'exploitation de la carrière qui doit contribuer à l'amélioration de la production globale d'Argent.

L'exploration proximale a été couronnée par la découverte de 560 tonnes métal de ressources minérales additionnelles. SMI a lancé un programme ambitieux d'exploration basé sur les nouvelles technologies de géochimie ionique, le digital et la modélisation tridimensionnelle qui permettra d'identifier des cibles avancées pouvant générer la découverte d'un nouveau gisement.



03

Rapport ESG

- Un acteur responsable
- Une politique RH au service de la valorisation du capital humain
- Protéger l'environnement
- Promouvoir le développement local
- Une gouvernance responsable et transparente

Note méthodologique

Le reporting extra financier respecte un processus strict d'identification, de collecte, de traitement des principaux indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. L'ensemble de ce reporting s'est effectué dans un cadre prédéfini et avec des procédures associées à une liste d'indicateurs partagés avec l'ensemble des entités de la société.

En tant que filiale de Managem, SMI s'appuie sur un canevas formalisé d'indicateurs, en vue de rendre compte de sa démarche de responsabilité sociétale et environnementale auprès de ses différentes parties prenantes.

▷ Périmètre de reporting

Les données extra-financières concernant les indicateurs sociaux, sociétaux, et environnementaux couvrent l'ensemble des activités du site, sauf lorsque des exceptions sont explicitement mentionnées.

▷ Période de reporting

L'ensemble des indicateurs contenus dans le présent rapport couvrent les entités du Groupe pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Les années de référence sont communiquées selon la disponibilité et la complétude des données. Ainsi, l'évolution des indicateurs est mentionnée lorsque les données sont à un périmètre constant en termes géographique et de modalités de calcul des indicateurs.

▷ Référentiel du reporting

Les indicateurs suivis au sein du Groupe sont en conformité avec les standards du Global Reporting Initiative, ISO 26000 et la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières en termes de pertinence pour le secteur d'activité et la spécificité de ses activités et opérations. Le présent rapport reprend les indicateurs selon les exigences de ladite circulaire. Les indicateurs reflètent la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable.

▷ Modalités de reporting

Les données communiquées suivent un processus formalisé de collecte, de contrôle et de validation. Les données sociales relatives à l'effectif et à la formation sont centralisées et extraites des systèmes d'information dédiés tandis que celles relatives à l'accidentologie de travail et les relations sociales reposent sur la remontée des sites du Groupe. Les données environnementales et sociétales hors financières sont remontées selon des canevas avec des formules de calcul harmonisées et contrôlées au niveau du site, avant d'être consolidées au niveau Groupe.

Les données de gouvernance relatives notamment au fonctionnement du Conseil et la tenue des assemblées générales sont communiquées par la Direction Juridique du Groupe. Le recueil de chaque indicateur est réalisé par une personne désignée, également responsable du contrôle sur son périmètre de reporting. Une fois les données remontées, la Direction RSE procède à un autre niveau de contrôle à travers la vérification du respect des formules de calcul, de la cohérence des données ainsi que du respect des périmètres géographiques et temporels de reporting.

UN ACTEUR RESPONSABLE DEPUIS PRÈS DE 60 ANS

La SMI s'est engagée, depuis sa création en 1969, dans une démarche de progrès durable et responsable pour le développement de son territoire d'implantation. Elle veille à exercer ses activités en prenant en compte les attentes de ses parties prenantes ainsi que la préservation de son écosystème. Avec le soutien de Managem et de son actionnaire Al Mada dont la devise est le « Positive Impact », SMI est pleinement investie dans sa mission de dynamisation économique et sociale de la région.

SMI travaille en continu à l'optimisation de son modèle de responsabilité sociale et environnementale. La société a formalisé une démarche RSE prenant en compte les intérêts et les attentes de l'ensemble de ses parties prenantes, basée sur une approche participative axée sur le dialogue, la concertation et la communication.



Une démarche de co-construction avec les parties prenantes

SMI place ses parties prenantes au cœur de sa réflexion afin de concevoir des actions pertinentes qui contribuent à la satisfaction de leurs intérêts et de leurs attentes.

À cet effet, SMI a défini son périmètre RSE en s'appuyant sur les enjeux propres à son secteur et en les complétant par une analyse des parties prenantes et de leur matérialité.

À l'instar du groupe Managem, SMI veille à maintenir un dialogue ouvert, assidu et qualitatif avec ses parties prenantes. Grâce à son implication active, la société a ancré une culture de coconstruction avec l'ensemble de son écosystème afin de consolider la confiance et la durabilité de ses partenariats avec ses parties prenantes, tant internes qu'externes.



À l'instar de Managem qui promeut un dialogue ouvert, assidu et qualitatif avec ses parties prenantes au niveau local comme à l'international, SMI, en tant que filiale du Groupe, s'aligne sur les mêmes principes de co-construire des partenariats innovants et durables.

À ce titre, la société participe activement à nourrir ce dialogue dans un cadre dédié, avec chacune de ses parties prenantes. Cette démarche se déroule tant au niveau interne qu'en externe afin d'entretenir des relations solides, basées sur la confiance mutuelle avec l'ensemble de son écosystème.

Une matrice de matérialité fondement des enjeux RSE

La « **matrice de matérialité** » est une représentation en deux dimensions des facteurs de responsabilité sociale d'une entreprise, compte tenu, d'une part, de leur potentiel d'impact sur les intérêts de l'entreprise et, d'autre part, de leur « importance » pour ses parties prenantes.

Le potentiel d'impact des facteurs de responsabilité sociale pour l'entreprise découle lui-même de l'analyse de deux facteurs :

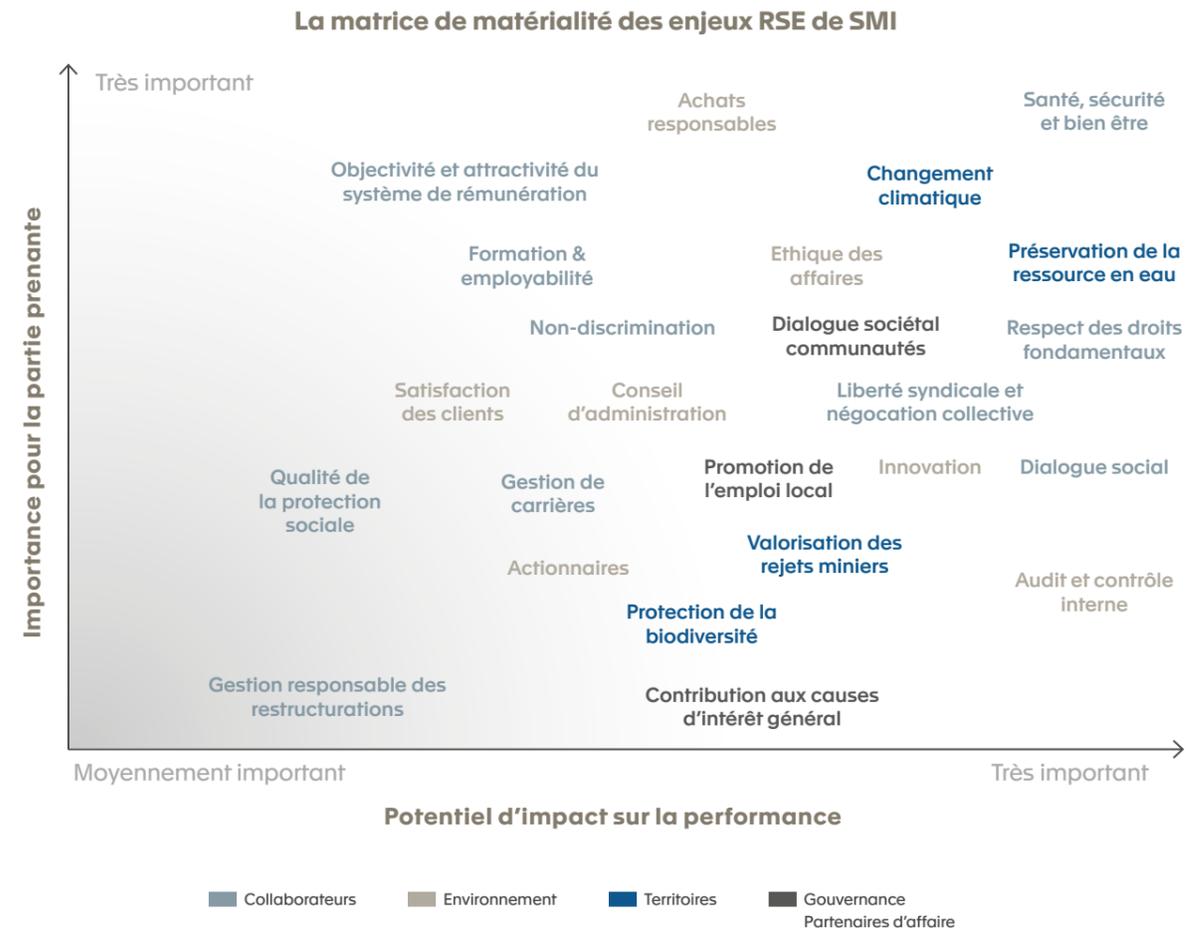
1. La nature des objectifs de responsabilité sociale, hiérarchisés selon leur degré d'opposabilité :

Fondamentaux > Essentiels > Sensibles

2. La densité des risques et des opportunités potentiellement associés à ces facteurs de responsabilité : réputation et image de marque, cohésion du capital humain, coopération, innovation, productivité, efficacité de l'organisation, efficacité des processus, sécurité juridique.

L'importance des facteurs de responsabilité sociale pour les parties prenantes est estimée en fonction de leur vulnérabilité par rapport à l'entreprise ou à son secteur d'activité : plus les parties prenantes sont vulnérables et plus le facteur de responsabilité sociale en question sera considéré comme important.

Un nouvel exercice de mise à jour globale de la matrice de matérialité sera réalisé en 2022.



Une stratégie RSE formalisée

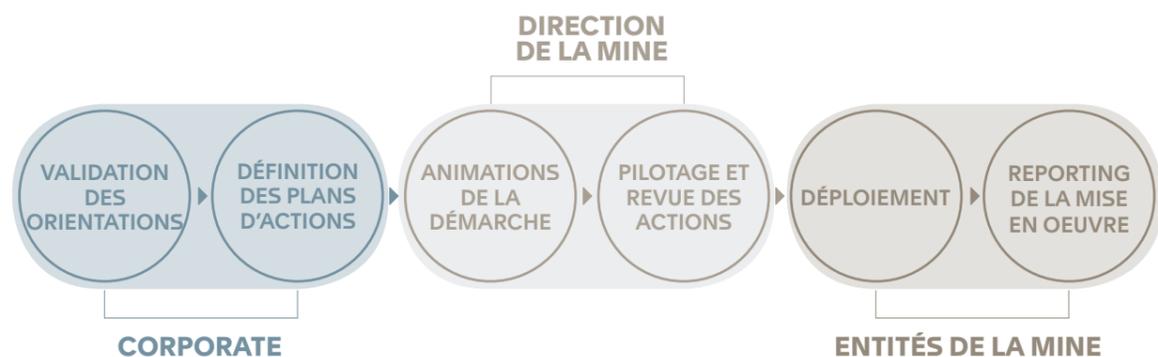
De par la nature de ses activités, la SMI a pu construire au fil des années un ancrage territorial, basé sur la responsabilité et la durabilité, en veillant à l'intégration des aspects sociaux, sociétaux et environnementaux sur toute sa chaîne de valeur, conformément à la démarche RSE du Groupe.

La SMI décline, l'ensemble des engagements de la charte RSE du Groupe, en prenant en considération les spécificités de sa zone d'activité.



Gouvernance de la RSE

La gouvernance de la RSE est un levier de gestion des risques et de la promotion des valeurs du Groupe Managem. Afin d'optimiser les performances de sa démarche RSE, SMI a adopté un modèle de gouvernance qui permet de définir les orientations RSE de la société, piloter les différentes actions et évaluer leurs impacts tout en veillant au respect des valeurs du Groupe.



Labels et reconnaissances

L'approche RSE de SMI est reconnue et récompensée par plusieurs organismes et labels nationaux et internationaux.

Elle est complétée par des certifications de ses activités, selon les standards en vigueur reconnus.



En 2020, lors de la dernière notation Vigeo Eiris, le score de SMI a considérablement progressé sur le critère « prévention de la corruption », une reconnaissance pour les efforts engagés en matière de prévention de la corruption.

- > SMI, avec un score de 80/100, fait partie du Top 25 de l'univers monde composé de 4 771 entreprises pour les efforts engagés en matière de prévention de la corruption.
- > SMI est la seule entreprise marocaine citée dans l'étude et est classée 16^{ème} / 25 entreprises top performers.



Depuis septembre 2019, SMI est entrée dans l'indice Casablanca ESG 10 mis en place par la Bourse de Casablanca et Vigeo Eiris. Les entreprises qui composent l'indice ont été évaluées et classées sur la base de leur conformité à 38 critères et plus de 330 indicateurs de responsabilité environnementale de gouvernance, sociale et sociétale, définis par Vigeo Eiris.



Depuis 2016, la SMI maintient sa présence au Palmarès des « Best Emerging Market performers », un classement actualisé tous les six mois. Les lauréats sont choisis parmi plus de 850 entreprises issues de 31 pays différents.



Depuis 2015, la SMI figure au classement des « Top performers », une distinction mettant en évidence les efforts déployés en matière de responsabilité sociale.



Depuis 2013, la CGEM délivre sa reconnaissance formelle à la SMI pour son engagement volontariste sur la voie d'un développement durable



Depuis 2013, le système de management environnemental de SMI est certifié selon la norme ISO 14001.

Une politique RH au service de la valorisation du capital humain



Le capital humain, cœur battant de la mine, est la première richesse de SMI. La société place ses collaborateurs au cœur de sa stratégie de croissance et déploie une politique de ressources humaines en phase avec sa culture et ses valeurs.

SMI redouble chaque année d'efforts afin de garantir une rémunération et un environnement de travail équitables pour tous les collaborateurs. Dans le respect de l'égalité des chances, la société agit activement pour le développement des compétences de ses collaborateurs à travers la formation et la gestion de carrières. Enfin, SMI met les moyens nécessaires afin d'offrir un cadre de vie qui favorise la cohésion sociale et renforce le sentiment d'appartenance de ses collaborateurs.

La politique de ressources humaines de SMI s'articule autour de 4 axes principaux :

- le respect absolu des droits fondamentaux,
- la promotion de l'égalité des chances,
- la santé et sécurité au travail,
- le développement des compétences.

Respect des droits fondamentaux

En premier lieu, SMI adopte les dispositifs les plus stricts afin de bannir toute forme de travail juvénile ou de travail forcé.

De plus, SMI respecte le principe d'égalité des chances par la richesse et la diversité des profils recrutés. Cette pluralité se traduit aussi bien par l'âge, l'ancienneté, le genre, le métier, la nationalité, l'expérience et même l'état de santé.

Aussi, en matière de droit syndical, SMI dispose d'une convention collective régissant les relations sociales dans le respect absolu des conventions de l'OIT et du cadre réglementaire national.

Répartition de l'effectif par genre

	2019	2020	2021
Femmes	34	30	32
Hommes	756	742	728
Effectif global	790	772	760

Répartition de l'effectif par type du contrat du travail

	2019	2020	2021
Contrat à durée indéterminée	785	772	760
Contrat à durée déterminée	1	0	0
Formation insertion	4	0	0
Total	790	772	760

Répartition de l'effectif par genre et par catégorie

	2019	2020	2021
Femmes direction	0	0	0
Femmes cadres	6	1	4
Femmes non cadres	28	29	28
Total femmes	34	30	32
Hommes direction	2	2	2
Hommes cadres	48	47	40
Hommes non cadres	706	693	686
Total hommes	756	742	728
Total effectif	790	772	760

Répartition de l'effectif total par branche d'activité

	2019	2020	2021
Opérations	767	767	757
Fonctions Corporate	5	5	3
Total effectif	772	772	760

Répartition par ancienneté

	2019	2020	2021
0 - 2 ans	66	57	12
2 - 5 ans	160	147	153
5 - 12 ans	344	316	332
12 - 20 ans	175	188	170
20 - 25 ans	28	49	69
25 ans et plus	17	15	24
Total effectif	790	772	760

Évolution de l'emploi

	2019	2020	2021
Nombre de recrutements	52	8	10
Nombre de démissions	18	7	14
Nombre de licenciements	4	2	1



La santé et la sécurité, une priorité

Préserver la santé et la sécurité de son principal gisement de valeur, à savoir ses collaborateurs, est pour SMI une priorité absolue et qui fait partie intégrante du contrat de travail des collaborateurs et de la mine.



► La Charte de Santé et Sécurité pour formaliser les engagements

Dans sa démarche d'amélioration continue de sa performance en matière de santé et sécurité, SMI adhère aux engagements formalisés dans la Charte de Santé et Sécurité du Groupe Managem adoptée en 2019 :

- Croire fermement que tout accident peut être évité ;
- Investir les outils, les ressources et les moyens nécessaires pour éviter les accidents à travers l'analyse des risques aux postes de travail, allant de l'identification des risques jusqu'à la mise en place des moyens de maîtrise appropriés et la mise en conformité des installations ;
- Créer une "culture proactive de la sécurité" en rendant chacun des collaborateurs conscients de leur rôle, de leur responsabilité personnelle et en faisant preuve de la plus grande discipline dans la prévention des accidents ;

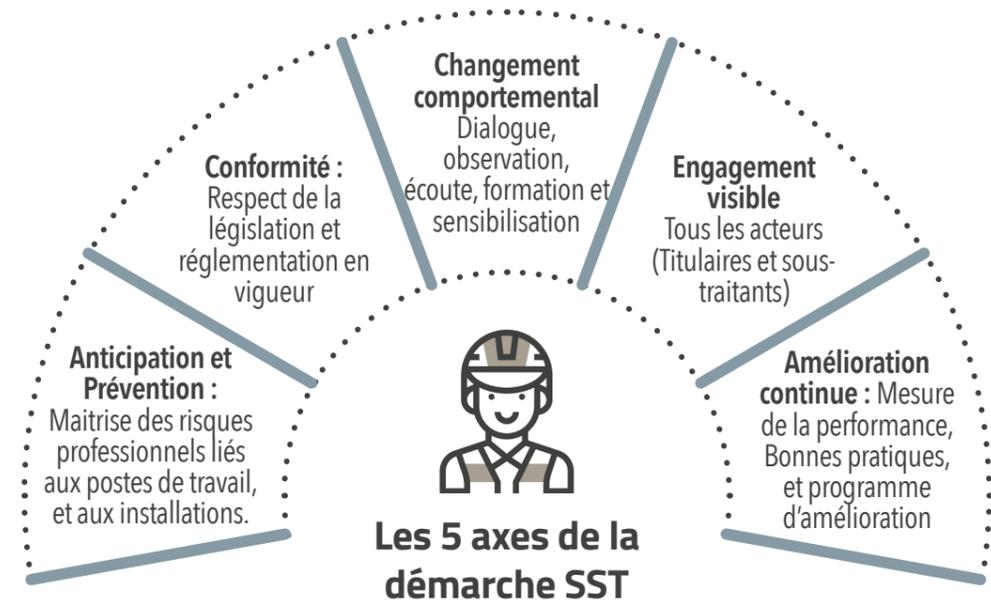
- Evaluer les performances de chacun et des responsables hiérarchiques en particulier, en tenant compte de la rigueur et de l'exemplarité dans le domaine de la sécurité ;
- Encourager la remontée de tous les incidents, cas de premiers soins et accidents pour s'assurer de l'analyse de leur survenue afin d'en tirer des leçons pour le futur ;
- Encourager tous les partenaires de SMI à prendre des engagements similaires.

► Ancrer une culture SST saine et durable

Inscrite dans la démarche adoptée par le groupe en 2019, la SMI continue ses efforts pour le changement de la culture SST visant la participation active de l'ensemble des collaborateurs dans la démarche SST, en tant que responsabilité individuelle et collective.

Cette culture est basée sur les 5 axes suivants :

Les axes de la démarche SST



► Connaître et anticiper les risques

Des audits sur les conditions de travail et le respect des procédures internes en matière de santé et sécurité sont régulièrement conduits au niveau du site minier d'Imiter. En effet, SMI se conforme aux dispositifs de standardisation en vigueur du Groupe Managem et procède à une analyse approfondie des risques propres à chaque fonction ou poste de travail basée sur l'identification des dangers, l'évaluation des risques et les moyens de maîtrise nécessaires. Ce travail d'analyse réalisé au minimum annuellement, inclut les activités ordinaires et celles ponctuelles, à la fois pour ses collaborateurs, les sous-traitants et les visiteurs du site. L'évaluation des niveaux de risques tient compte des niveaux d'exposition aux dangers identifiés, de la gravité

des dommages susceptibles d'être générés et leurs probabilités d'occurrence pour aboutir par la suite à un programme préventif SST et des modes opératoires détaillés spécifiques à chaque poste de travail.

A l'issue de cet exercice, cinq familles de risques ont été identifiées : explosion, feu & incendie, chute de blocs, manipulation & manutention, électrocution & électrisation.

Des plans d'action de sécurité organisés par domaine et intégrant systématiquement le volet sensibilisation et formation sont déployés par la société afin de définir la démarche et les actions à adopter selon la famille de risques.

	2019	2020	2021
Nombre d'accidents	44	20	22

Maintien des mesures sanitaires pour faire face à la pandémie Covid-19

La poursuite de la crise sanitaire Covid-19 en 2021 a conduit SMI à maintenir des mesures sanitaires spécifiques afin de protéger ses collaborateurs et les communautés riveraines d'une part, et assurer une continuité de l'activité d'autre part.

▷ Préserver la santé et la sécurité des collaborateurs

La protection de la santé et la sécurité des collaborateurs s'est imposée comme une priorité absolue dans le cadre de la crise sanitaire. Ainsi, la SMI a mis en place des mesures d'urgence consécutives à la constitution d'une cellule de crise. Sur site, des actions de sensibilisation ont été menées et des protocoles sanitaires renforcés pour généraliser l'adoption des gestes barrières. Des mesures de prévention ont été introduites telles que les marquages au sol partout sur les différents sites. Par ailleurs, SMI s'est engagée dans une démarche de contrôle médical et a organisé, une campagne de dépistage systématique en faveur de ses collaborateurs et sous-traitants.

▷ Protéger la santé des communautés riveraines

La démarche responsable et citoyenne de SMI l'a amené naturellement à mobiliser des ressources pour protéger les populations riveraines de la région. Ainsi, des mesures d'urgence ont été mises en place sur le plan sanitaire. En collaboration avec les gouverneurs et en partenariat avec les services du Ministère de la Santé, des actions d'appui ont été déployées en faveur d'hôpitaux provinciaux à Tinghir. Du matériel médical a pu ainsi être distribué : des lits électriques de réanimation, des moniteurs de surveillance, des aspirateurs électriques portables...

Total des tests réalisés en 2021

7516

Accompagner le développement des compétences et des nouveaux talents

Afin de garantir à ses collaborateurs et à ses nouveaux talents un parcours professionnel épanouissant et évolutif dans un environnement de travail sécurisé et serein, la société déploie un programme de fidélisation des compétences qui s'articule autour de 3 axes d'intervention :

▷ Développer les compétences par la formation

SMI investit ainsi dans des programmes de formation sur-mesure afin d'actualiser, renforcer ou faire acquérir des compétences pour accompagner le développement de la mine. Un plan de formation est ainsi défini annuellement en concertation avec les différents métiers et piloté, à la fois par l'offre, pour s'aligner sur les orientations stratégiques de l'entreprise et du Groupe, et par la demande, pour satisfaire les aspirations formulées par les collaborateurs lors des évaluations annuelles. SMI a également développé un réseau d'experts et un écosystème d'instituts de recherche partenaires pour le transfert des compétences. SMI consacre 1% de la masse salariale au budget de formation. En 2021, 55% de l'effectif a bénéficié d'au moins une action en formation.

▷ Favoriser la diversité dans le processus de recrutement

La stratégie de recrutement de SMI s'appuie sur une politique de diversité et d'égalité des chances. En conformité avec la charte de recrutement élaborée par le Groupe Managem, SMI applique les principes fondamentaux qui consistent à interdire le travail des enfants, privilégier l'insertion des jeunes à l'emploi et promouvoir l'approche genre. SMI s'emploie également à favoriser l'emploi local et à nouer des relations de partenariats avec les écoles supérieures et les universités pour faciliter l'insertion des jeunes diplômé(e)s.

	2019	2020	2021
Pourcentage de l'effectif formé	56%	50%	55%
Pourcentage du budget formation par rapport à la masse salariale	1%	0,35%	1%

▷ Valoriser la performance individuelle

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa démarche de gestion de carrière et d'évaluation individuelle des cadres, SMI s'appuie sur un processus unifié et formel dédié aux managers et aux collaborateurs : La People Review. Cet outil d'évaluation permet de situer chaque collaborateur sur la matrice « Talent » selon un référentiel d'agilité préétabli.

Ce processus permet par la suite d'élaborer un Plan de Développement Individuel (PDI) qui correspond à l'ensemble des actions RH à entreprendre pour développer les compétences du collaborateur évalué.

SMI veille à garantir un dispositif spécifique d'évaluation annuelle pour chaque catégorie de collaborateurs (collaborateurs ouvriers et collaborateurs non ouvriers).

Favoriser la diversité et l'inclusion

► Valorisation de l'approche genre

À l'instar du Groupe Managem, SMI s'est toujours engagée pour la promotion de l'emploi des femmes. La société poursuit ses efforts pour encourager l'égalité professionnelle et renforcer la représentativité féminine dans toutes les catégories de métier de l'entreprise en veillant à favoriser le recrutement de femmes à des postes d'encadrement et de responsabilité. SMI œuvre aussi à supprimer toutes les formes de discrimination entravant le recrutement, l'intégration ou l'évolution professionnelle des femmes afin de favoriser un environnement de travail inclusif pour tous.



► Promouvoir l'insertion de personnes en situation de Handicap

Dans ses efforts pour garantir un milieu de travail inclusif, SMI a déployé une large opération d'aménagement de ses infrastructures pour mettre en conformité et améliorer l'accessibilité à ses locaux aux personnes à mobilité réduite. Aussi, dans le cadre de ses opérations minières, la société a procédé à des réadaptations de postes pour offrir à certains collaborateurs la possibilité de maintenir leur activité, selon les procédures en vigueur. Les personnes concernées par ces postes bénéficient d'un suivi adapté par le service de médecine du travail. Ce service reste à leur écoute et vise à leur apporter le soutien nécessaire afin de pallier à toute difficulté professionnelle. Par ailleurs, la société sensibilise ses sous-traitants à l'insertion des personnes en situation d'handicap et les encourage à recourir à leurs compétences dans des postes spécifiques.



Entretenir le dialogue social

Depuis sa création, SMI s'inscrit dans une démarche d'échange et de partage vis à vis de sa principale force vive. La société cultive les principes du dialogue social afin d'être à l'écoute de ses partenaires et maintenir sa démarche d'information, de consultation ou encore de négociation autour de sujets d'intérêts communs.

La politique engagée par SMI en matière de dialogue social se matérialise par :

- Un dialogue permanent avec les représentants du personnel ;
- Des animations en faveur de la cohésion collective à travers des actions et œuvres sociales ;
- Une politique de la porte ouverte au sein de la Mine ;
- La signature annuelle d'un protocole d'accord.

Dans le but de favoriser le bien-être de ses collaborateurs, SMI a introduit un certain nombre d'actions à visée sociale en faveur de ses collaborateurs et de leurs familles. A titre d'exemple, SMI a ainsi mis en place des bourses de mérite pour les enfants, un programme d'accompagnement pour l'accès à la propriété ou encore des animations socioculturelles et des festivités au sein et en dehors du site.

	2021
Nombre de jours de grève	1
Nombre de représentants du personnel	18
Litiges sociaux individuels*	-

Protéger l'environnement et préserver les ressources naturelles

► Une gestion durable de l'empreinte environnementale

La protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles représentent des enjeux majeurs pour SMI. La société adopte un modèle de gestion environnementale qui obéit à une approche structurée et régulièrement auditée afin de contrôler l'empreinte environnementale de ses activités et s'inscrire dans une démarche durable.

Cette politique s'appuie sur 4 champs d'actions :

- Définir des objectifs cibles et suivre des indicateurs de performance.
- Adopter une démarche de performance et d'amélioration continue.
- Assurer une surveillance et un contrôle régulier.
- Maîtriser les situations d'urgence.

► Une matrice de matérialité environnementale

SMI prend en compte la dimension de l'impact environnemental en amont de toutes ses activités et de tout changement et veille à intégrer un plan de prévention dans l'ensemble de ses projets. Un Plan de surveillance est établi, afin de suivre les différents impacts potentiels de ses activités sur l'eau, le sol, l'air, les vibrations et le bruit.

Dans cette optique, la politique environnementale mise en place par la SMI, est basée sur une matrice de matérialité des enjeux environnementaux. Cette analyse, traduite en indicateurs pertinents, permet à l'entreprise de se fixer des objectifs concrets. Afin d'assurer un pilotage dynamique des indicateurs environnementaux, un tableau de bord est passé en revue à un rythme mensuel.

SMI poursuit une politique active de mesure de son empreinte environnementale afin de pouvoir agir et maîtriser l'impact de ses activités. À cet effet, elle met en place de nombreuses actions pour améliorer ses performances.

Cette démarche, a valu au Système de Management Environnemental de SMI d'être certifié selon la norme 14 001. La SMI n'a fait l'objet d'aucun litige ni poursuite au cours de l'année 2021.

► Une démarche qui fédère l'ensemble des équipes autour de ses objectifs

Consciente que les objectifs de développement durable ne peuvent être atteints que si les collaborateurs sont impliqués, la SMI accompagne sa politique par des actions de sensibilisation et de formation sur des thématiques environnementales ainsi que par des visites perpétuelles sur le terrain. Afin de fédérer ses équipes autour de ses objectifs de développement durable, à l'instar des autres filiales du Groupe, la société a mis en place une organisation dédiée, pour accompagner la déclinaison de sa politique environnementale sur le terrain.



Ressources	Objectifs	Exemples d'actions déployées
Eau	<ul style="list-style-type: none"> › Réduction de la consommation › Recyclage de la ressource hydrique 	<ul style="list-style-type: none"> › Epaisseur des rejets flottation › Barges flottantes pour le retour digue › Bassin géo-membrane à l'aval des digues › Neutralisation des rejets › Système d'irrigation par goutte à goutte
Energie	<ul style="list-style-type: none"> › Réduction de la consommation énergétique › Réduction des émissions › Augmentation des énergies renouvelable 	<ul style="list-style-type: none"> › Chasses aux pertes énergétiques à travers une maintenance préventive notamment pour l'air comprimé, l'aéragé, et surveillance du rendement des moteurs, › Actions spécifiques sur les engins consommant de l'énergie, › Recours à l'énergie de source renouvelable.
Déchets	<ul style="list-style-type: none"> › Valorisation des rejets miniers 	<ul style="list-style-type: none"> › Valorisation des anciennes haldes › Valorisation des stériles miniers pour la mise à niveau des pistes ainsi que le remblayage des vides
Digue	<ul style="list-style-type: none"> › Surveillance de la Digue 	<ul style="list-style-type: none"> › Confortement des digues existantes › Etude et réalisation des nouvelles digues › Auscultation et suivi des mouvements des digues en interne et en externe › Intégration du risque des digues dans le Plan d'Opération Interne de la mine

1 272 561

Consommation Eau (m³)

1,28

Ratio de consommation d'eau par tonnage traité (m³/TT)

88%

Taux de recyclage

57 005

Consommation globale d'électricité (MWH)

90%

Ratio de consommation d'électricité de source propre

57

Ratio de consommation d'électricité par tonnage traité (KWH/TT)

► Recyclage et valorisation des haldes

En 2019, SMI a lancé la nouvelle usine de valorisation des haldes provenant de l'exploitation. Le processus de traitement a été conçu pour fonctionner en circuit fermé avec des eaux issues du recyclage. Le restockage des rejets est réalisé dans des digues avec des géomembranes pour une meilleure prévention de l'impact des rejets solides. Il s'agit donc d'un modèle d'économie circulaire qui prend en compte des facteurs RSE dès la conception du projet.



485 400 T
de rejets revalorisés par an

Promouvoir le développement local

De par son ancrage historique dans la région, SMI contribue activement au développement économique et social des communautés locales. Engagé dans cette démarche depuis le démarrage de la mine, SMI oeuvre en partenariat avec les acteurs communautaires et institutionnels, à la création de valeur partagée à travers notamment le développement des infrastructures de base, la dynamisation de l'employabilité, et la préservation du patrimoine matériel et immatériel.

L'intervention sociétale de SMI se déploie à travers trois axes stratégiques majeurs, adaptés aux particularités de la zone d'activité et en cohérence avec les orientations du Groupe :

► Agir pour la réussite scolaire

Soucieux de l'éducation et de l'épanouissement des enfants, SMI s'implique en faveur des communautés riveraines d'Imider afin d'offrir des conditions favorables à un bon apprentissage scolaire. A cet effet, SMI a mobilisé des ressources importantes pour réaliser les infrastructures suivantes :

- la construction, la rénovation et l'équipement de classes scolaires et préscolaires,
- l'aménagement de blocs sanitaires au niveau de plusieurs communes,
- la création de terrains de sport de proximité.

Par ailleurs, SMI a mis en place un vaste programme d'appui au transport scolaire au profit des enfants des villages avoisinants. Outre sa prise en charge directe et quotidienne des élèves issus des villages limitrophes, la SMI a mobilisé un budget additionnel dans des partenariats. Ces programmes menés notamment avec l'INDH et d'autres acteurs de la société civile ont permis l'achat de véhicules scolaires afin de transporter plus de 1600 élèves chaque année.

► Améliorer le bien-être de la communauté

Soucieux d'améliorer les conditions de vie des communautés riveraines, SMI agit pour enrichir les infrastructures locales et créer une dynamique sportive. Fortement impliquée dans la vie locale, SMI prend part régulièrement aux festivités, activités sociales et culturelles de la région. L'ensemble de ces actions contribuent à préserver et perpétuer l'héritage culturel local.

À titre d'exemple, SMI a contribué au financement de la restauration et de l'équipement de la Kasbah d'Imider, emblème du patrimoine régional. Cette opération menée en partenariat avec l'INDH et la commune rurale d'Imider, vise à transformer le bâtiment en centre de formation dédié aux métiers de l'artisanat en facilitant particulièrement l'intégration de la femme dans la vie économique, à travers la formation continue. Ce projet a mobilisé une enveloppe budgétaire globale de 900 000 MAD.

Par ailleurs, SMI n'hésite pas à mobiliser des ressources humaines et matérielles nécessaires en cas d'événements exceptionnels tels que les intempéries témoignant de son écoute permanente des besoins locaux.



► Favoriser l'entrepreneuriat social

En partenariat avec Injaz Al Maghrib, SMI mène depuis plusieurs années consécutives un programme régional de promotion de l'entrepreneuriat. Ce programme couvre plusieurs projets en fonction des réalités du terrain et des différentes tranches d'âge concernées.

Ce partenariat s'articule autour de 3 programmes :

- Jamaati destiné aux élèves des écoles primaires et visant à leur faire découvrir le fonctionnement de l'économie locale d'une commune et à les initier aux bases de l'entrepreneuriat.
- It's my Business qui a pour objectif de familiariser les collégiens à l'entrepreneuriat à travers des exemples concrets de réussite entrepreneuriale ainsi que des activités ludiques.
- Cooper'Up qui accompagne les associations et les coopératives et les forme aux bases de gestion managériale pour assurer le développement et la pérennité de leurs activités.



Répartition budget sociétal

Engagement sociétal	2019	2020	2021
Bien-être	77%	13%	17%
Education & Jeunesse & Entrepreneuriat	23%	87%	83%

▷ **Dynamiser l'emploi local**

De par son activité industrielle, SMI génère la création d'emplois indirects, à travers l'appui à la création d'entreprises locales de sous-traitance ou l'introduction d'activités nouvelles dans la région : comme le transport, la restauration, le soudage et les travaux sous-terrains. Ainsi, l'écosystème de SMI dans la région regroupe près de 10 sous-traitants permanents, employant plus de 700 salariés, majoritairement issus des communes avoisinantes.

Plus des 78% de l'effectif provient de la région de Draa-Tafilalet, dont plus de 70% sont natifs de la province de Tinghir et Errachidia.

▷ **Soutenir les coopératives féminines**

Conformément à sa politique sociétale, SMI adopte une approche inclusive en faveur de la promotion des femmes autour de ses opérations. Ainsi, SMI soutient les initiatives créatrices de valeur permettant aux femmes de devenir autonomes financièrement. La société les accompagne dans leur projet, à travers la montée en compétences, afin qu'elles deviennent à leur tour, actrices du développement socio-économique de leur région. Dans ce cadre, SMI a contribué à la réhabilitation de centres multifonctionnels au profit de près de 1 000 femmes, en partenariat avec la Collectivité Locale de Ouaklim et l'INDH. En 2021, SMI s'est mobilisée fortement en faveur de coopératives féminines de la commune d'Imider, à travers notamment le programme Cooper Up avec INJAZ afin de continuer à assurer la pérennité de leurs activités et les développer. L'accompagnement de la SMI aux coopératives féminines, se matérialise également à travers l'appui à la promotion de leurs produits, dans les évènements régionaux et nationaux.

▷ **Privilégier les fournisseurs locaux**

Centralisée au sein du Groupe Managem, la fonction des achats de biens et services est assujettie à un code de déontologie. Celui-ci implique l'ensemble des collaborateurs du Groupe en relation avec des fournisseurs et des sous-traitants et repose sur quatre principes fondateurs :

- Prévention des conflits d'intérêts
- Interdiction de toute forme de corruption
- Promotion de l'égalité et la saine concurrence
- Promotion d'une politique de développement durable chez les sous-traitants.

Ainsi, dans le cadre de sa démarche de développement durable, SMI privilégie le recours aux fournisseurs et sous-traitants locaux. Les considérations d'emploi local, de respect des normes sociales, d'environnement et d'éthique sont incluses dans les clauses contractuelles et font l'objet d'une évaluation annuelle. Les fournisseurs et sous-traitants étant des intervenants clés de la chaîne de valeur, SMI demeure très exigeante quant à la sélection de ses fournisseurs et sous-traitants et ce, dans l'optique d'une satisfaction totale du client final.

▷ **Associer les partenaires locaux**

Forts de son engagement avec les parties prenantes, les partenariats de la SMI se veulent inclusifs et impliquent les autorités locales, les élus et les représentants de la société civile.

Engagement sociétal	2019	2020	2021
Nombre de partenaires	24	9	7
Nombre de réunions avec les partenaires	30	14	22



Assurer une gouvernance responsable et transparente

► Éthique, déontologie et lutte contre la corruption

SMI s'est dotée d'un code de déontologie conformément aux dispositions prévues pour les sociétés cotées en Bourse. À ce titre, un responsable de la déontologie a été nommé depuis Juillet 2014.

En mai 2019, afin de se hisser aux meilleurs standards en matière d'éthique, le Groupe Managem a lancé les travaux du Code d'Éthique et de Conduite des Affaires. En étroite relation avec les valeurs de Managem qui prônent bienveillance, audace, intégrité et engagement, le Code a été conçu selon les principes éthiques fondamentaux suivants :

- Le respect du droit et des lois applicables comme priorité,
- Le respect des Droits de l'Homme comme principe,
- L'esprit entrepreneurial comme conduite,
- Le développement durable comme modèle,
- L'excellence comme exigence.

Destiné à tous les collaborateurs et toutes les filiales du Groupe Managem, SMI a déployé le Code d'Éthique et de Conduite des Affaires à travers un programme de formation élaboré par Managem Academy et suivi par la signature du Code Ethique.

Concernant la prévention de corruption, SMI applique la procédure du Groupe en matière d'achat qui prévoit plusieurs niveaux de validation et de contrôle avant contractualisation d'un achat et qui est soumis à la triple signature. Le risque de corruption est intégré au périmètre sous revue du Risk Management et du contrôle interne. En outre, des missions d'audits internes sont menées à fréquence régulière pour en vérifier la conformité et prévenir les risques potentiels de corruption.

Aucun incident relatif à l'éthique n'est remonté en 2021.

En 2020, SMI a été distinguée par V.E, agence de notation extra financière, en reconnaissance de ses engagements en matière de prévention de la corruption.

- Avec un score de 80/100, la SMI est dans le Top 25 mondial des entreprises consacrant le plus d'efforts en matière de prévention de la corruption.
- La SMI est la seule entreprise marocaine figurant dans l'étude, et se classe 16^{ème} parmi les 25 entreprises élues « Top performers ».



Composition du Conseil d'administration

SMI est une société anonyme administrée par un Conseil d'administration dont les membres sont nommés par l'Assemblée Générale et renouvelés ou révoqués par elle. Le Conseil d'administration définit les orientations stratégiques de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède également aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et se saisit de toute question relative à la bonne marche de la société.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'administration comptait huit membres, dont deux indépendants.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent pour une durée de mandat identique au sien, qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire et de la personne morale qu'il représente.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'administration de SMI était composé des membres suivants :

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	FONCTION	NOMINATION	DERNIER RENOUVELLEMENT	EXPIRATION DU MANDAT	LIEN AVEC LE GROUPE MANAGEM
M. Imad TOUMI	Président Directeur Général	28.01.2016	16.06.2017	2023	Président Directeur Général
M. Bassim JAI HOKIMI	Administrateur	22.05.2014	2021	2027	Administrateur de Al Mada (maison mère) et MANAGEM
Mme Amina BENKHADRA	Administrateur	19.09.1996	25.06.2020	2026	Administrateur de CMG
M. Badre ATLASSI	Administrateur	X.09.2021		2026	
M. Salaheddine KADMIRI	Administrateur indépendant	25.06.2020		2026	Aucun
MANAGEM représentée par M. Youssef EL HAJJAM	Administrateur	19.09.1996	25.06.2020	2026	Administrateur de AKKA, CMG, CTT, REMINEX, SAGAX MAGHREB, SAMINE, SOMIFER et TECHSUB (filiales)
SIGER représentée par M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	04.06.2002	25.06.2020	2026	Actionnaire de Al Mada et administrateur de MANAGEM

Le tableau suivant présente les représentants d'une personne morale administrateur au 31 décembre 2021 :

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	FONCTION ACTUELLE (SMI)	PERSONNE MORALE ADMINISTRATEUR REPRÉSENTÉE	FONCTION ACTUELLE (SOCIÉTÉ REPRÉSENTÉE)	LIEN DE LA SOCIÉTÉ REPRÉSENTÉE AVEC SMI
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	SIGER	PDG	Maison mère de Managem
M. Youssef EL HAJJAM	Administrateur	MANAGEM	Directeur Général des opérations Maroc	Maison mère de SMI

Fonctionnement du conseil d'administration

► Actions de garantie

Selon les statuts de SMI, les administrateurs se doivent de détenir au moins une action pendant toute la durée de leur mandat.

► Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de six années, chaque année étant entendue comme la période courue entre deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles consécutives. Les administrateurs sont toujours rééligibles.

► Rémunération des administrateurs

Au titre de l'exercice 2021, l'Assemblée Générale Ordinaire a attribué un montant de 480 000 MAD aux membres du Conseil à titre de jetons de présence.

► Réunions du conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit, sur convocation de son Président, au moins 2 fois par an et aussi souvent que la loi ou l'intérêt de la Société l'exige. Le Président fixe l'ordre du jour du Conseil d'Administration, en tenant compte des demandes d'inscription sur ledit ordre des propositions de décisions émanant de chaque administrateur. Le Conseil d'administration se réunit au siège ou en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

En cas de non réunion du Conseil d'Administration depuis plus de deux mois, le Directeur Général ou le tiers au moins des administrateurs peuvent demander au Président du Conseil d'Administration de convoquer le Conseil. En cas de non convocation du Conseil d'Administration par son Président dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande, ledit Directeur Général ou lesdits administrateurs peuvent convoquer le Conseil d'Administration à se réunir tout en établissant l'ordre du jour objet de la convocation.

Les sujets de responsabilité sociétale et environnementale sont discutés entre les administrateurs lors de la présentation de l'activité du groupe.

► Taux de présence effective aux séances du conseil d'administration en 2021

En 2021, le Conseil d'Administration a tenu deux réunions où l'unanimité des administrateurs était présente.

► Comités spécialisés

Conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés anonymes, la Société est dotée d'un comité d'audit :

PÉRIODICITÉ	SEMESTRIEL
Membres	<p>Président : M. Salaheddine KADMIRI (administrateur indépendant)</p> <p>Membres permanents : M. Salaheddine KADMIRI (administrateur indépendant) - M. Badre ATLASSI (administrateur) - Mme Leila BENALI (administrateur indépendant)</p> <p>Invité permanent: Le responsable des finances de la société</p>
Objectif	S'assurer de l'équilibre financier de la société et surveiller les risques auxquels elle pourrait être exposée.
Attributions	<p>La méthode d'élaboration des comptes sociaux et consolidés ;</p> <p>L'examen des comptes annuels et semestriels, ainsi que de la situation financière ;</p> <p>La sélection des CAC</p> <p>Le dispositif du contrôle interne, de la gestion des risques, des règles de gouvernance et de la déontologie</p>

► Les organes de direction

Les statuts de SMI stipulent que la direction générale est assumée soit (i) par le Président du Conseil d'Administration avec le titre de Président Directeur Général, soit (ii) par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées Générales et des pouvoirs spécifiques du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration a opté pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. En conséquence, il a confirmé M. Imad TOUMI en qualité de Président Directeur Général pour la durée de son mandat.

► Les principaux dirigeants

A l'instar de toutes les filiales du groupe, la gouvernance de la société SMI est assurée par les fonctions Corporate de Managem dans le cadre des conventions réglementées.

DIRIGEANTS	FONCTION ACTUELLE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Imad TOUMI	Président Directeur Général	Janvier 2016
Naoual ZINE	Directrice Générale Reminex & Projets	Juillet 2019
Zakaria RBII	Directeur des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable	Juillet 2019

▷ Rémunérations des dirigeants

la gouvernance de la société SMI est assurée par les fonctions Corporate de Managem dans le cadre des conventions réglementées.

▷ Biographies des administrateurs

M. Imad TOUMI, Président Directeur Général

Imad TOUMI est diplômé de l'École Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Études Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. Hassan OURIAGLI, Administrateur

Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, Hassan OURIAGLI occupe actuellement les postes de Président Directeur Général du groupe AL MADA, et d'administrateur dans plusieurs filiales du groupe. Auparavant, M. OURIAGLI occupait les postes suivants : Directeur associé à Cap Gemini Ernst & Young, à Paris ; Directeur attaché à la présidence ONA, chargé des participations financières ; Directeur délégué de l'ONA, absorbée par la SNI en 2010.

M. Bassim JAI HOKIMI, Administrateur

Diplômé de l'École Polytechnique et d'un Master en Computer Science à l'Université de Stanford en Californie aux États-Unis. M. HOKIMI occupe actuellement le poste de Président Directeur Général d'ATLAMED, une société anonyme basée à Casablanca, ayant pour objet le capital investissement et le conseil financier. Après ses expériences dans les systèmes d'information (Royal Air Maroc), la banque de marchés (Mediafinance au Maroc), et le conseil (Orga Consultants à Paris), M.HOUKIMI prendra la présidence du groupe SNI/ ONA (actuellement AL MADA) de 2002 à 2005.

Mme. Amina BENKHADRA, Administrateur représentante de l'ONHYM

Diplômée et ingénieur civil des mines de l'École Nationale Supérieure des Mines de Nancy en 1978. Mme Benkhadra a également un doctorat en sciences et techniques minières (ENSM Paris), en plus d'une double formation en management à l'Université de Columbia (1990). Aujourd'hui, elle occupe le poste de Directrice Générale de l'ONHYM. Auparavant, elle occupait les postes suivants : Directrice Générale de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (Onarep) ; Directrice générale du Bureau des recherches et participations minières (BRPM) ; Directrice des mines au ministère de l'Énergie et des Mines ; Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie et des Mines, chargée du Développement du secteur minier ; Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement.

M. Salaheddine KADMIRI, Administrateur indépendant

Diplômé de l'École Centrale de Paris, M. Kadmiri est le PDG de Schiele Group, entreprise spécialisée dans l'intégration de solutions électriques et de télécommunication. Il est également administrateur de Sehla Group, entreprise spécialisée dans les systèmes électroniques destinés à l'aéronautique et les télécommunications. M. Kadmiri a été vice-président de La CGEM de 2012 à 2015. Depuis 2017, il est co-président du Conseil Économique Maroc-Espagne.

M. Youssef EL HAJJAM, Administrateur

Diplômé de l'École Polytechnique en 1993 puis de l'École des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint Managem la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité dans l'activité hydrométallurgie, notamment Responsable du projet Hydro II et Responsable d'exploitation des usines Cobalt II. En 2002, il rejoint l'activité « ingénierie » en tant que Directeur de projet. Il est ensuite chargé de la Direction de la mine de SAMINE. En 2005, il occupe le poste de Directeur technique des exploitations minières avant d'être nommé Directeur de développement. En 2008, il est nommé Directeur Général de la Branche Métaux Précieux puis Directeur Général de la Branche métaux précieux & Fluorine en 2011. Depuis Juillet 2019, M. EL HAJJAM est Directeur Général des opérations Maroc.

M. Badre ATLASSI

Investment Manager Senior - Al Mada

► Biographies des dirigeants

M. Imad TOUMI (né en 1964), Président Directeur Général

M. Imad TOUMI est diplômé de l'École Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Études Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

Mme Naoual ZINE (née en 1976)

Mme ZINE est diplômée de l'École Mohammedia des Ingénieurs (1998). Elle rejoint Managem la même année en charge de la gestion du projet d'extension de l'usine à la mine de SMI. Une année après, elle prendra en charge le service de planification minière à SMI. En 2003 elle rejoint la Direction Générale des exploitations minières Maroc en tant que Responsable du contrôle de gestion et gestion des investissements de l'activité minière du groupe. À partir de 2005, elle est nommée Directrice chargée du contrôle général qui regroupe les trois fonctions : contrôle de gestion stratégique, audit interne et risk management. En 2009, elle est nommée Directrice Financière et du Contrôle de Gestion Corporate et en 2017 Directrice Générale Adjointe Stratégie & Finance. En juillet 2019, Mme ZINE a été nommée Directrice Générale Reminex & Projets.

M. Zakaria RBII (né en 1967)

Ingénieur de formation, démarrant sa carrière au sein des ressources humaines de ST Microelectronics, M. Zakaria RBII a ensuite tenu plusieurs fonctions en Ressources Humaines dans divers secteurs, notamment les produits de grande consommation et le secteur automobile. Directeur des Ressources Humaines Maroc, Algérie et Tunisie auprès d'Unilever, il a également fait ses armes auprès de Mondelez et Toyota. Il a travaillé dans plusieurs pays comme l'Algérie, la Tunisie, la Chine et la région MENA. Il est par ailleurs Président de l'Association Nationale des Gestionnaires et Formateurs des Ressources Humaines (AGEF). Après 7 ans passés chez Centrale Danone, M. Zakaria RBII rejoint Managem à la tête de la Direction des Ressources Humaines, de la Communication et du Développement Durable en 2018.

► Autres mandats des Administrateurs de SMI SA

M. IMAD TOUMI

Société	Activité	Lien avec le Groupe MANAGEM	Fonction
AKKA GOLD MINING (AGM)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SAGAX Maghreb S.A	Travaux d'exploration minière	Filiale	Président Directeur Général
CIMR	Caisse de Retraite	Aucun	Représentant de MANAGEM Administrateur
CTTA	Transport et travaux aériens	Filiale	Président Directeur Général
AFRICAPLANE	Transport aérien	GIE	Président Directeur Général
REMINEX	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER (SMI)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
TECHSUB	Sondages et travaux souterrains miniers	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE DADES	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
MANACET	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
MANATRADE	Commercialisation de minerais	Filiale	Président Directeur Général
MANAGEM INTERNATIONAL	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
SMM	Prospection géologique	Filiale	Administrateur Président
MANUB	Exploitation minière	Filiale	Administrateur
MCM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d'administration
NIGIEM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d'administration
MANAGOLD	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
TRADIST	Commercialisation	Filiale	Président Directeur Général
Fondation ONA	Association d'utilité publique	MANAGEM membre de la fondation ONA	Représentant de MANAGEM Administrateur

M. HASSAN OURIAGLI

Sociétés	Fonction
AL MADA	Président Directeur Général
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTA NAPHTA	Président Directeur Général
COMPAGNIE MAROCAINE D'HUILERIE CMH	Président Directeur Général
DAN MAROC	Président Directeur Général
FINANCIERE DE PRISE DE PARTICIPATIONS	Président Directeur Général
FIRST CONNECT SAT	Président Directeur Général
GLOBAL COMMUNICATIONS	Président Directeur Général
INVEST CO HOLDING INVEST CO	Président Directeur Général
LONGOMETAL Afrique	Président Directeur Général
ONA COURTAGE	Président Directeur Général
ONA INTERNATIONAL	Président Directeur Général
RESERVES IMMOBILIERES	Président Directeur Général
FONDATION AI MADA	Président
FONDATION SUZANNE ET JEAN EPINAT	Président
IMMO MASUR	Gérant
ACIMA	Administrateur
AFRICAPLANE	Administrateur
ATTIJARIWABA BANK AWB	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
COPROPAR	Administrateur
DIGIBAY	Administrateur
GROUP INVEST	Administrateur
HOSPITALITY HOLDING COMPANY H.Co	Administrateur
LAFARGE MAROC	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC LHM	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC AFRIQUE LHMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
MARJANE HOLDING MARJANE	Administrateur
NAREVA HOLDING NAREVA	Administrateur
NAREVA POWER	Administrateur
OFNA	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN OGM	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONALE RMI	Administrateur
RIHLA IBN BATTUTA PROD	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE AGENA	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME SAT	Administrateur
SOCIETE CENTRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS SCII	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE DARWA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE MANDARONA	Administrateur
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER SMI	Administrateur
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION ET DE PLACEMENT	Président du Conseil d'Administration
COPROPAR	Administrateur
Wafa ASSURANCE	Administrateur
WANA CORPORATE	Administrateur

M. BASSIM JAI HOKIMI

Sociétés	Fonction
ATLAMED	Président Directeur Général
AM INVEST MOROCCO	Président Directeur Général
COFIMAG	Président Directeur Général
INVOLYS	Président Directeur Général
GEMA CORP	Administrateur
GEMADEC	Administrateur
SECURIMAG	Administrateur
SOFRENOR	Administrateur
EGFI	Administrateur
INTEX CO	Administrateur
WATEC	Administrateur
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SMI	Administrateur
Tuyauto Gestamp Morocco	Administrateur

MME AMINA BENKHADRA

Sociétés	Fonction
CMG	Administrateur
SMI	Administrateur

▷ **Relation avec les actionnaires : informations communiquées aux actionnaires**

Conformément aux exigences réglementaires, SMI informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriées l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Liste des communiqués de presse	Date de publication
Résultats annuels au 30 Décembre 2021	25/03/2022
Indicateurs trimestriels au 31 Décembre 2021	21/02/2022
Indicateurs trimestriels au 30 Septembre 2021	15/11/2021
États financiers sociaux au 30 juin 2021	30/09/2021
Résultats semestriels au 30 juin 2021	28/09/2021
Indicateurs trimestriels au 30 Juin 2021	29/07/2021
Résultats de vote AGO	28/05/2021
Indicateurs Trimestriels SMI au 31 mars 2021	24/05/2021
Comptes sociaux 2020	30/04/2021
Avis aux actionnaires et résolutions AGO 2020	23/04/2021
Erratum au communiqué de presse " résultats annuels au 31 décembre 2020 "	09/03/2021
Résultats annuels au 31 décembre 2020	08/03/2021
Indicateurs trimestriels au 31 décembre 2020	26/02/2021



04

COMPTES et Rapports

- Rapport de Gestion
- Comptes sociaux
- Rapport des commissaires
aux comptes



Rapport de Gestion

I. Activité

1) Ventes

	31/12/2021	31/12/2020	Evol° % Vs 2020	30/06/2021
Tonnage Kg	116 260	139 708	-16.8%	53 313
Cours \$/oz	20.87	20.07	4.0%	19.97
Parité \$/DH	9.00	9.53	-5.6%	8.92
C.A export KDH	682 622	837 305	-18.5%	293 474

A fin Décembre 2021, le chiffre d'affaires de SMI s'établit à 689.2MDH contre 855.9MDH réalisé à fin Décembre 2020, soit une baisse de 166.7MDH qui s'explique principalement par :

- ▷ Le repli des volumes vendus de 16.8% soit un impact de -140.5MDH ;
- ▷ La baisse du dollar pour un impact de -39.8MDH ;
- ▷ L'évolution favorable du cours spot, freinée toutefois par l'impact négatif des couvertures historiques pour un impact de +25.5MDH.

2) Couverture de l'Argent

a) Bilan de couvertures à fin Décembre 2021 :

Le bilan de couverture de l'Argent à fin Décembre 2021 est de -14.1MUSD détaillé comme suit :

Métaux / Change	Ag SMI
Positions Couvertes	2 243 893
Cours moyen d'engagement	19.40
Cours moyen de Clôture	25.66
Bilan de couvertures	-14.06 M\$

b) Engagements de couvertures au 31/12/2021 :

Sous-jacent	Année	Protection (Oz)	Cours de protection (\$/Oz)	Engagement (Oz)	Cours d'engagement (\$/Oz)
Argent SMI	2022	64 445	18.35	77 778	19.33

3) Production

	31/12/2021	31/12/2020	Evol° % Vs 2020	30/06/2021
Minerai traité (T)	995 250	1 093 792	-9.0%	469 231
Teneur (g Ag/t)	154.8	168.2	-8.0%	147.0
Rendement métal (%)	76.3	77.8	-1.9%	77.5
Métal produit (Kg)	117 545	143 133	-17.9%	53 505

- ▷ Retrait de la production d'Argent à l'imiter par rapport à la clôture 2020, marquée par les événements suivants :
- ▷ La diminution des tonnages due aux perturbations sociales, la pénurie d'eau et les difficultés liées à la disponibilité de l'usine et des engins d'exploitation des halles ;
- ▷ La baisse de la teneur traitée des halles suite à l'épuisement des zones riches ;
- ▷ Le démarrage du projet d'exploitation de la carrière, avec une contribution de 4 tonnes métal.

Notons toutefois, que les performances d'imiter ont connu une amélioration notable au cours du deuxième semestre avec une hausse de la production de 20% par rapport au premier semestre.

4) Recherche

Exploration

Le montant des travaux de recherche et d'exploration à fin Décembre 2021 s'élève à 88 986KDH ;

Réserves-ressources

Le programme de digitalisation des données géologiques se poursuit, ce qui permettra d'une part d'établir un modèle d'exploration régionale en vue de mettre en évidence de nouvelles découvertes et d'autre part d'affiner le processus d'estimation des ressources et réserves.

II. Résultats

1) Indicateurs clés (en MDH)

Indicateurs	31/12/2021	31/12/2020	Evol° % Vs 2020	30/06/2021
Chiffre d'affaires	689.2	855.9	-166.7	296.3
Excédent Brut d'exploitation	195.6	390.8	-195.2	53.4
Résultat d'exploitation	-67.7	102.3	-170.0	-79.4
Résultat financier	10.7	-2.7	13.5	5.7
Résultat courant	-56.9	99.6	-156.5	-73.7
Résultat Non courant	-6.0	6.5	-12.5	-1.7
Résultat avant impôt	-63.0	106.0	-169.0	-75.4
Résultat net	-66.5	97.4	-163.9	-76.9
Marge brute autofinancement	199.0	379.6	-180.6	55.7
Investissements	235.9	170.3	65.6	103.0
Effectif	759	773	-14	774

2) Commentaires

Résultat d'exploitation

A fin Décembre 2021, le résultat d'exploitation est de l'ordre de -67.7MDH soit en repli de 170.0MDH par rapport à fin Décembre 2020. Cette évolution s'explique par les effets combinés relatifs à la baisse de la production et la hausse du cash cost en conséquence, partiellement compensés par l'appréciation du prix moyen de ventes ;

Résultat financier

Le résultat financier est de +10.7MDH à fin Décembre 2021 contre -2.7MDH à fin Décembre 2020 soit une amélioration de 13.5MDH résultant principalement de l'impact positif du bilan de change et des produits d'intérêts ;

Résultat net

A fin Décembre 2021, le résultat net s'établit à -66.5MDH contre +97.4MDH à fin Décembre 2020, soit une baisse de 163.9MDH qui se rationalise comme suit :

- ▷ Variation du résultat d'exploitation : -170.0MDH
- ▷ Variation du résultat financier : +13.5MDH
- ▷ Variation du résultat non courant : -12.5MDH suite principalement à la reprise de la provision pour maladies professionnelles de 2020 et la constatation de la dotation de la MP à fin 2021 pour un impact global de -7.7MDH ainsi que la baisse du montant de remboursement du Draw back par rapport à la clôture 2020 pour un impact de -3MDH
- ▷ Effet impôts : +5.1MDH

Investissements

A fin Décembre 2021, le montant des investissements s'élève à 235.9MDH, détaillé comme suit :

Recherche & développement	89.0 MDH
Infrastructure	77.0 MDH
Investissements physiques	28.2 MDH
Projet d'extension (Extension usine et projet de traitements des rejets de digue)	41.0 MDH
Augmentation créances immobilisées	0.7 MDH

III. Situation financière

Indicateurs	31/12/2021	31/12/2020	Evol° Vs 2020
Capitaux propres	1 136.0	1 284.8	-148.8
Fonds de roulement	481.7	506.0	-24.4
Besoin en fonds de roulement	506.3	693.4	-187.2
BFR exploitation (¹)	296.2	261.8	34.4
Endettement financier (***)	-90.7	-244.2	153.5
fonds accordés par le Groupe	0.0	56.2	-56.2

(¹)En dehors du CCA

(***) Endettement externe + trésorerie passif - trésorerie actif +/- comptes courants d'associés

A fin Décembre 2021, les capitaux propres enregistrent une baisse de 148.8MDH par rapport à fin 2020 s'expliquant par le résultat net à fin Décembre 2021 de -66.5MDH conjugué à l'impact de distribution des dividendes de -82.3MDH ;

Le fonds de roulement à fin Décembre 2021 affiche une diminution de 24.4MDH détaillée ci-dessous :

Variation du Financement Permanent	-50.7 MDH
Résultat net	-66.5 MDH
Dettes de financement	94.8 MDH
Reprises / provisions pour risques et charges	3.3 MDH
Distribution dividendes	-82.3 MDH
Variation de l'Actif Immobilisé	-26.3 MDH
Investissements	235.9 MDH
Dotations d'amortissements	-262.2 MDH

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation à fin Décembre 2021 enregistre une hausse de 34.4MDH expliquée comme suit :

Notons le recouvrement des créances TVA au titre du premier trimestre 2021

Variation de l'Actif Circulant	0.2 MDH
Stocks	-3.7 MDH
Comptes clients	109.4 MDH
Etat débiteur	-40.0 MDH
Personnel débiteur	-0.1 MDH
Comptes de régularisation - actif	-65.6 MDH
Ecart de Conversion actif	0.1 MDH
Autres débiteurs	0.1 MDH
Variation du passif circulant	-34.1 MDH
Fournisseurs et comptes rattachés	-28.2 MDH
Etat créditeur	3.7 MDH
Personnel créditeur	-9.3 MDH
Comptes de régularisation passif	-0.4 MDH
Organismes sociaux	1.6 MDH
Autres provisions pour risques et charges	0.1 MDH
Ecart de conversion-Passif	-1.6 MDH

Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance

En application de la loi 15-95 formant Code de Commerce, telle que complétée par la loi 32-10, sur les délais de paiement, nous vous communiquons ci-dessous la décomposition par échéance du solde des dettes fournisseurs en MDH.

Non échues	0-30		31-60		61-90		>90		Total dettes
	Dettes Frns	inté-rêts retard							
53.4	7.3	0.0	6.9	0.1	0.2	0.0	6.7	0.4	74.6

IV. Perspectives d'avenir

- ▷ Poursuivre les efforts d'amélioration des performances de SMI :
 - ▷ Améliorer la performance de l'exploitation souterraine pour faire face à l'évolution de la morphologie du gisement (dispersion des chantiers, faible puissance et extension des structures minéralisées) ;
 - ▷ Stabiliser et consolider les performances de traitement des digues ;
 - ▷ Poursuivre le plan de rationalisation des charges et d'amélioration des performances opérationnelles.
- ▷ Atteindre le régime de croisière pour la production provenant des carrières ;
- ▷ Réaliser le programme de revamping des usines en vue d'améliorer leurs disponibilités ;
- ▷ Finaliser le travail en cours sur le bloc modèle ainsi que le processus d'estimation des ressources et réserves ;
- ▷ Poursuivre le programme d'exploration.

Comptes sociaux

BILAN ACTIF		EXERCICE CLOS LE 31/12/2021		
ACTIF	Exercice			Exercice Précédent Net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	2 045 313,70	1 990 853,70	54 460,00	81 690,00
• Frais préliminaires				
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 045 313,70	1 990 853,70	54 460,00	81 690,00
• Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	1 519 499 308,77	1 478 315 365,95	41 183 942,82	26 178 351,60
• Immobilisation en recherche et développement	1 498 084 780,01	1 477 629 642,82	20 455 137,19	0,03
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	878 906,85	409 334,25	469 572,60	609 430,12
• Fonds commercial				
• Autres immobilisations incorporelles	20 535 621,91	276 388,88	20 259 233,03	25 568 921,45
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	2 933 637 704,23	2 292 193 188,35	641 444 515,88	683 447 385,92
• Terrains	13 918 198,00		13 918 198,00	13 918 198,00
• Constructions	1 677 133 262,89	1 277 637 796,09	399 495 466,80	403 978 723,37
• Installations techniques, matériel et outillage	854 117 653,88	678 114 915,06	176 002 738,82	213 954 457,45
• Matériel transport	316 779 971,92	299 628 850,00	17 151 121,92	30 768 671,65
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	39 331 649,85	36 811 627,20	2 520 022,65	3 982 718,28
• Autres immobilisations corporelles				
• Immobilisations corporelles en cours	32 356 967,69		32 356 967,69	16 844 617,17
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	101 514 495,75		101 514 495,75	100 814 495,75
• Prêts immobilisés				
• Autres créances financières	101 514 495,75		101 514 495,75	100 814 495,75
• Titres de participation				
• Autres titres immobilisés				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)				
• Diminution des créances immobilisées				
• Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	4 556 696 822,45	3 772 499 408,00	784 197 414,45	810 521 923,27
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS (F)	165 259 102,26	4 799 545,55	160 459 556,71	164 119 711,03
• Marchandises				
• Matières et fournitures consommables	76 168 775,93	4 799 545,55	71 369 230,38	75 507 884,38
• Produits en cours				
• Produits intermédiaires et produits résiduels				
• Produits finis	89 090 326,33		89 090 326,33	88 611 826,65
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	535 696 376,98	164 642,91	535 531 734,07	809 536 966,58
• Fournisseurs, débiteurs, avances et acomptes	1 788 451,13		1 788 451,13	5 907 041,38
• Clients et comptes rattachés	228 980 835,44	164 642,91	228 816 192,53	115 307 313,50
• Personnel - Débiteur	9 583 304,69		9 583 304,69	9 643 690,85
• Etat - Débiteur	76 755 678,11		76 755 678,11	116 792 558,18
• Comptes d'associés	210 089 126,74		210 089 126,74	487 889 126,74
• Autres débiteurs	319 219,00		319 219,00	257 225,00
• Comptes de régularisation - Actif	8 179 761,87		8 179 761,87	73 740 010,93
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (I)				
(Éléments circulants)	312 998,50		312 998,50	216 116,09
TOTAL II (F+G+H+I)	701 268 477,74	4 964 188,46	696 304 289,28	973 872 793,70
TRÉSORERIE				
TRÉSORERIE-ACTIF	4 232 632,20		4 232 632,20	7 822 405,10
• Chèques et valeurs à encaisser				
• Banques, T G et C C P débiteurs	468 524,52		468 524,52	3 044 842,39
• Caisses, Régies d'avances et accreditifs	3 764 107,68		3 764 107,68	4 777 562,71
TOTAL III	4 232 632,20		4 232 632,20	7 822 405,10
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	5 262 197 932,39	3 777 463 596,46	1 484 734 335,93	1 792 217 122,07

BILAN PASSIF		EXERCICE CLOS LE 31/12/2021	
PASSIF	Exercice	Exercice Précédent Net	
FINANCEMENT PERMANENT			
CAPITAUX PROPRES			
• Capital social ou personnel (1)	164 509 000,00		164 509 000,00
• Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé = Capital appelé dont versé	164 509 000,00		164 509 000,00
• Primes d'émission, de fusion, d'apport			
• Écarts de réévaluation			
• Réserve légale	16 450 900,00		16 450 900,00
• Autres réserves	413 073 444,98		413 073 444,98
• Report à nouveau (2)	608 467 596,46		593 337 968,23
• Résultats nets en instance d'affectation (2)			
• Résultat net de l'exercice (2)	-66 533 913,61		97 384 128,23
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 135 967 027,83		1 284 755 441,44
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)			
• Subventions d'investissement			
• Provisions réglementées pour amortissements dérogatoires			
• Provisions réglementées pour plus-values en instance d'imposition			
• Provisions réglementées pour investissements			
• Provisions réglementées pour reconstitution des gisements			
• Provisions réglementées pour acquisition et construction de logements			
• Autres provisions réglementées			
DETTES DE FINANCEMENT (C)	94 755 125,55		
• Emprunts Obligatoires			
• Emprunts auprès des établissements de crédit	94 755 125,55		
• Avances de l'Etat			
• Dettes rattachées à des participations et billets de fonds			
• Avances reçues et comptes courants bloqués			
• Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement			
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	35 132 546,00		31 808 709,00
• Provisions pour risques	35 132 546,00		31 808 709,00
• Provisions pour charges			
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)			
• Augmentation des créances immobilisées			
• Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E+F)	1 265 854 699,38		1 316 564 150,44
PASSIF CIRCULANT			
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)			
• Fournisseurs et comptes rattachés	122 291 506,19		106 081 715,04
• Clients créditeurs, avances et acomptes			44 457 500,00
• Personnel - Créancier	7 649 015,34		16 955 160,08
• Organismes Sociaux	11 938 332,60		10 350 422,45
• Etat - Créancier	42 938 854,91		39 228 768,25
• Comptes d'associés - Créanciers			56 243 432,90
• Autres Créanciers			
• Comptes de régularisation - Passif	1 292 528,07		1 661 483,59
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	312 998,50		216 116,09
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)			
TOTAL II (F+G+H)	190 033 999,36		280 426 545,08
TRÉSORERIE			
TRÉSORERIE - PASSIF			
• Crédits d'escompte			
• Crédits de trésorerie			125 000 000,00
• Banques (soldes créditeurs)	28 845 637,19		70 226 426,55
TOTAL III	28 845 637,19		195 226 426,55
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	1 484 734 335,93		1 792 217 122,07

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

NATURE	Opérations		Totaux de l'exercice 3=1+2	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
EXPLOITATION				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
• Ventes de marchandises (en l'état)				
• Ventes de biens et services produits	689 215 469,17		689 215 469,17	855 931 215,81
• Variation de stocks de produits(±) (1)	478 499,68		478 499,68	19 198 489,79
I • Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	212 307 232,45		212 307 232,45	159 256 615,64
• Subventions d'exploitation				
• Autres produits d'exploitation				98 162,81
• Reprises d'exploitation; transferts de charges	4 353 026,12		4 353 026,12	2 926 249,95
TOTAL I	906 354 227,42		906 354 227,42	1 037 410 734,00
CHARGES D'EXPLOITATION				
• Achats revendus (2) de marchandises				
• Achats consommés (2) de matières et four	394 370 924,33	366 580,27	394 737 504,60	322 409 294,50
• Autres charges externes	88 646 398,61		88 646 398,61	105 818 161,70
II • Impôts et taxes	3 054 000,90	20,00	3 054 020,90	2 886 413,23
• Charges de personnel	219 949 925,81		219 949 925,81	212 498 214,33
• Autres charges d'exploitation	600 000,00		600 000,00	480 000,00
• Dotations d'exploitation	267 026 609,65		267 026 609,65	291 011 658,10
TOTAL II	973 647 859,30	366 600,27	974 014 459,57	935 103 741,86
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-67 660 232,15	102 306 992,14
FINANCIER				
PRODUITS FINANCIERS				
• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
IV • Gains de change	10 348 519,92		10 348 519,92	12 702 754,85
• Intérêts et autres produits financiers	12 252 663,58		12 252 663,58	7 355 675,02
• Reprises financières; transferts de charges	216 116,09		216 116,09	990 003,31
TOTAL IV	22 817 299,59		22 817 299,59	21 048 433,18
CHARGES FINANCIÈRES				
• Charges d'intérêts	6 935 201,51		6 935 201,51	6 776 657,16
V • Pertes de change	4 819 274,42		4 819 274,42	16 796 973,54
• Autres charges financières				
• Dotations financières	312 998,50		312 998,50	216 116,09
TOTAL V	12 067 474,43		12 067 474,43	23 789 746,79
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)			10 749 825,16	-2 741 313,61
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)			-56 910 406,99	99 565 678,53
NON COURANT				
PRODUITS NON COURANTS				
• Produits des cessions d'immobilisations				80 537,10
• Subventions d'équilibre				
VIII • Reprises sur subventions d'investissement				
• Autres produits non courants	256 545,72	386 936,42	643 482,14	3 684 580,71
• Reprises non courantes; transferts de charges	31 708 709,00		31 708 709,00	36 086 940,00
TOTAL VIII	31 965 254,72	386 936,42	32 352 191,14	39 852 057,81
CHARGES NON COURANTES				
• Valeurs nettes d'amortissements des Immobilisations cédées				57 047,11
IX • Subventions accordées				
• Autres charges non courantes	3 362 791,76		3 362 791,76	1 631 300,00
• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	35 032 546,00		35 032 546,00	31 708 709,00
TOTAL IX	38 395 337,76		38 395 337,76	33 397 056,11
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII±IX)			-6 043 146,62	6 455 001,70
XI RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII-X)			-62 953 553,61	106 020 680,23
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	3 580 360,00		3 580 360,00	8 636 552,00
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)			-66 533 913,61	97 384 128,23
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			961 523 718,15	1 098 311 224,99
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			1 028 057 631,76	1 000 927 096,76
XVI RÉSULTAT NET (PRODUITS-CHARGES)			-66 533 913,61	97 384 128,23

TABLEAU DE FINANCEMENT EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			EMPLOIS C	RESSOURCES D
1 Financement permanent	1 265 854 699,38	1 316 564 150,44	50 709 451,06	
2 Moins actif immobilisé	784 197 414,45	810 521 923,27		26 324 508,82
3 =FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	481 657 284,93	506 042 227,17	24 384 942,24	
4 Actif circulant	696 304 289,28	973 872 793,70		277 568 504,42
5 Moins passif circulant	190 033 999,36	280 426 545,08	90 392 545,72	
6 =BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	506 270 289,92	693 446 248,62		187 175 958,70
7 TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) A-B	-24 613 004,99	-187 404 021,45	162 791 016,46	
II EMPLOIS ET RESSOURCES				
		EXERCICE N	EXERCICE N-1	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS
				RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
• AUTOFINANCEMENT (A)			116 762 487,49	379 641 039,22
• Capacité d'autofinancement			199 016 987,49	379 641 039,22
• - Distributions de bénéficiaires			82 254 500,00	
• CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			97 300 000,00	100 280 537,10
• Cession d'immobilisations incorporelles				
• Cession d'immobilisations corporelles				80 537,10
• Cession d'immobilisations financières				
• Récupération sur créances immobilisées			97 300 000,00	100 200 000,00
*AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
* Augmentations de capital, apports				
* Subvention d'investissement				
*AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)			94 755 125,55	
(nettes de primes de remboursement)			94 755 125,55	
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)			308 817 613,04	479 921 576,32
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
* ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (E)		333 202 555,28		267 556 058,43
• Acquisitions d'immobilisations incorporelles		88 986 237,11		68 514 451,39
• Acquisitions d'immobilisations corporelles		146 216 318,17		101 741 607,04
• Acquisitions d'immobilisations financières				
• Augmentations des créances immobilisées		98 000 000,00		97 300 000,00
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)				
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		333 202 555,28		267 556 058,43
III VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)			187 175 958,70	378 686 716,36
IV VARIATION DE LA TRESORERIE		162 791 016,46		166 321 198,47
TOTAL GENERAL		495 993 571,74	495 993 571,74	646 242 774,79

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)			EXERCICE CLOS LE 31/12/2021	
I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)				
		ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1	Ventes de marchandises (en l'état)		
	2	- Achats revendus de marchandises		
I	=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT		
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	902 001 201,30	1 034 386 321,24
	3	Ventes de biens et services produits	689 215 469,17	855 931 215,81
	4	Variation de stocks de produits	478 499,68	19 198 489,79
	5	Immobilisations produites par IEse pour elle même	212 307 232,45	159 256 615,64
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	483 383 903,21	428 227 456,20
	6	Achats consommés de matières et fournitures	394 737 504,60	322 409 294,50
	7	Autres charges externes	88 646 398,61	105 818 161,70
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	418 617 298,09	606 158 865,04
	8	+ Subventions d'exploitation		
V	9	- Impôts et taxes	3 054 020,90	2 886 413,23
	10	- Charges de personnel	219 949 925,81	212 498 214,33
		= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	195 613 351,38	390 774 237,48
		= INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11	+ Autres produits d'exploitation		98 162,81
	12	- Autres charges d'exploitation	600 000,00	480 000,00
	13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges	4 353 026,12	2 926 249,95
	14	- Dotations d'exploitation	267 026 609,65	291 011 658,10
VI	=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	-67 660 232,15	102 306 992,14
VII		RESULTAT FINANCIER	10 749 825,16	-2 741 313,61
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	-56 910 406,99	99 565 678,53
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	-6 043 146,62	6 455 001,70
	15	- Impôts sur les résultats	3 580 360,00	8 636 552,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	-66 533 913,61	97 384 128,23

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.) suite			EXERCICE CLOS LE 31/12/2021	
I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)				
		ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				
	1			
		* Benefice +		97 384 128,23
		* Perte -	-66 533 913,61	
	2	+ Dotation d'exploitation (1)	262 227 064,10	286 658 631,98
	3	+ Dotations financières (1)		
	4	+ Dotations non courantes (1)	35 032 546,00	31 708 709,00
	5	- Reprises d'exploitation. (2)		
	6	- Reprises financières (2)		
	7	- Reprises non courantes (2) (3)	31 708 709,00	36 086 940,00
	8	- Produits des cessions d'immobilisations		80 537,10
	9	+ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.		57 047,11
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	199 016 987,49	379 641 039,22
	10	- Distributions de bénéfices	82 254 500,00	
II		AUTOFINANCEMENT	116 762 487,49	379 641 039,22
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				
	1			
		* EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) +	195 613 351,38	390 774 237,48
		* INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE) -		
	2	+ Autres produits d'exploitation		98 162,81
	3	+ Autres charges d'exploitation	600 000,00	480 000,00
	4	+ Reprises d'exploitation; transferts de charges	4 353 026,12	2 926 249,95
	5	- Dotations d'exploitation	4 799 545,55	4 353 026,12
	6	- Produits financiers	22 817 299,59	21 048 433,18
	7	- Charges financières	12 067 474,43	23 789 746,79
	8	- Produits non courants	643 482,14	3 684 580,71
	9	+ Charges non courantes	3 362 791,76	1 631 300,00
I	10	Impôts sur les résultats	3 580 360,00	8 636 552,00
		- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	199 016 987,49	379 641 039,22
	11	- Distributions de bénéfices	82 254 500,00	
II		AUTOFINANCEMENT	116 762 487,49	379 641 039,22

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE		Exercice Clos le 31/12/2021
I.	ACTIF IMMOBILISE	
	A. EVALUATION A L'ENTREE	
	1. Immobilisations en non-valeurs : Comprennent les frais de prospections et d'acquisitions enregistrés à leur valeur d'acquisition et amortis à raison de 20% l'an.	
	2. Immobilisations incorporelles : Englobent - La valeur d'acquisition des permis miniers . - La valeur d'acquisition et/ou de production des frais de R & D amortis, soit à raison de 20% l'an, soit sur la durée d'exploitation des réserves découvertes.	
	3. Immobilisations corporelles : Sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon une méthode linéaire sur la base de la durée de vie des équipements.	
	4. Immobilisations financières : Concernent les prêts au personnel, les dépôts et cautionnements et les bons de trésor	
II.	ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
	A. EVALUATION A L'ENTREE	
	1. Stocks : - Les stocks consommables sont évaluées à leur prix d'achat majoré le cas échéant des frais accessoires réels d'achats. - Les stocks de minerais sont évalués au coût de production déterminé sur la base des charges d'exploitation de l'exercice.Ce coût ne comprend pas les charges du siège,les amortissements des non valeur,les amortissements des immobilisations incorporelles,les frais financiers et les provisions pour dépréciation. Le coût du stock est comparé à la valeur nette de réalisation. le stock est comptabilisé pour la valeur la plus faibe des deux	
	2. Créances : Les créances sont enregistrées à leur valeur d'entrée évaluée au cours de la date de transaction	
	B. CORRECTIONS DE VALEUR	
	1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation: -Les stocks : La valeur des stocks de consommables est corrigée au moment de l'arrêté pour tenir compte des dépréciations éventuelles (obsolet,)	
	2. Méthodes de détermination des écarts de conversion Actif: Les créances libellées en devises sont revalorisée aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif.Les pertes de change latentes sont constatées dans le CPC par le biais de provisions financières.Les gains latents ne sont pas constatés dans le CPC.	
III.	FINANCEMENT PERMANENT	
	1. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées : Ces méthodes sont conformes aux textes de lois:	
IV.	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES	
	"En l'absence de règles comptables relatives au traitement des instruments dérivés applicables aux contrats de ventes à terme, La société métallurgique d'Imiter (SMI), par référence aux principes de prudence et de spécialisation des exercices a constaté pour les contrats de couverture des métaux, des provisions pour risques et charges couvrants: 1. Les moins values latentes qui découleraient d'une sur-couverture, résultant des différences entre les volumes de ventes à terme des métaux prévus aux contrats et ceux de la production prévisionnelle et ce, sur la période couverte.	
V.	PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
	1. Dettes du passif circulant : Les dettes relatives aux créiteurs étrangers sont enregistrées à leur valeur d'entrée selon les cours de facturation.	
	2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges Les provisions pour risques et charges correspondent aux pertes de change latentes constatées sur les dettes et les créances libellées en devises et converties au taux de clôture.	
	3. Méthodes de détermination des écarts de conversion passif : Les dettes libellées en devises sont converties aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif.Les pertes de change latentes sont constatées dans le CPC par le biais de provisions financières.Les gains latents ne sont pas constatés dans le CPC.	

ÉTAT DE DÉROGATIONS

Exercice Clos le 31/12/2021		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIOINS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux"	Néant	
" II. Dérogations aux méthodes d'évaluation"	Néant	
" III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse"	Néant	

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Exercice Clos le 31.12.2021		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	Néant	
" II. Changements affectant les règles de présentation"	Néant	

DETAIL DES NON VALEURS

EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021		
COMPTE	INTITULE	MONTANT
PRINCIPAL		
211	FRAIS PRELIMINAIRES	
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	2 045 313,70
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	491 934,00
2125	Frais d'émission des emprunts	
2128	Autres charges à répartir	1 553 379,70
213	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	2 045 313,70

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'e/se pour elle même	Virement	Cession	Retrait	virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	2 045 313,70							2 045 313,70
* Frais préliminaires								
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 045 313,70							2 045 313,70
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 430 513 071,66		88 986 237,11	25 568 921,45			25 568 921,45	1 519 499 308,77
* Immobilisation en recherche et développement	1 404 065 243,36		68 450 615,20	25 568 921,45				1 498 084 780,01
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	878 906,85							878 906,85
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles	25 568 921,45		20 535 621,91				25 568 921,45	20 535 621,91
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 787 421 386,06	22 895 322,83	123 320 995,34	4 002 495,67			4 002 495,67	2 933 637 704,23
* Terrains	13 918 198,00							13 918 198,00
* Constructions	1 558 671 284,11		117 833 391,08	628 587,70				1 677 133 262,89
* Installations techniques, matériel et outillage	843 115 313,43	2 278 840,59	5 487 604,26	3 235 895,60				854 117 653,88
* Matériel de transport	315 917 415,87	862 556,05						316 779 971,92
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	38 954 557,48	239 080,00		138 012,37				39 331 649,85
* Autres immobilisations corporelles Informatique								
* Immobilisations corporelles en cours	16 844 617,17	19 514 846,19					4 002 495,67	32 356 967,69

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Cumul d'amortissement fin exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	1 963 623,70		27 230,00	1 990 853,70
* Frais préliminaires				
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 963 623,70		27 230,00	1 990 853,70
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 404 334 720,06		73 980 645,89	1 478 315 365,95
* Immobilisation en recherche et développement	1 404 065 243,33		73 564 399,49	1 477 629 642,82
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	269 476,73		139 857,52	409 334,25
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles			276 388,88	276 388,88
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 103 974 000,14		188 219 188,21	2 292 193 188,35
* Terrains				
* Constructions	1 154 692 560,74		122 945 235,35	1 277 637 796,09
* Installations techniques, matériel et outillage	629 160 855,98		48 954 059,08	678 114 915,06
* Matériel de transport	285 148 744,22		14 480 105,78	299 628 850,00
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	34 971 839,20		1 839 788,00	36 811 627,20
* Autres immobilisations corporelles Informatique				
* Immobilisations corporelles en cours				

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Exercice Clos le 31.12.2021

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
"Immobilisations Incorporelles"	22+						
"Immobilisations corporelles"	23+						
"Immobilisations Financières"	24+ & 25+						
TOTAL							

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos le 31.12.2021

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de cloture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Néant									
TOTAL									

TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges	31 808 709,00			35 032 546,00			31 708 709,00	35 132 546,00
SOUS TOTAL (A)	31 808 709,00			35 032 546,00			31 708 709,00	35 132 546,00
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	4 517 669,03	4 799 545,55			4 353 026,12			4 964 188,46
5. Autres Provisions pour risques et charges	216 116,09		312 998,50			216 116,09		312 998,50
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	4 733 785,12	4 799 545,55	312 998,50		4 353 026,12	216 116,09		5 277 186,96
TOTAL (A + B)	36 542 494,12	4 799 545,55	312 998,50	35 032 546,00	4 353 026,12	216 116,09	31 708 709,00	40 409 732,96

TABLEAU DES CREANCES

Exercice Clos le 31 12 2021

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organisme Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	101 514 495,75	3 514 495,75	98 000 000,00					
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	101 514 495,75	3 514 495,75	98 000 000,00					
DE L'ACTIF CIRCULANT	535 696 376,98	8 206 014,45	527 317 238,16	173 124,37	219 891 694,75	86 338 982,80	432 394 564,47	
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 788 451,13		1 788 451,13					
- Clients et comptes rattachés	228 980 835,44	8 206 014,45	220 601 696,62	173 124,37	219 891 694,75		222 305 437,73	
- Personnel	9 583 304,69		9 583 304,69			9 583 304,69		
- Etat	76 755 678,11		76 755 678,11			76 755 678,11		
- Comptes d'associés	210 089 126,74		210 089 126,74				210 089 126,74	
- Autres débiteurs	319 219,00		319 219,00					
- Comptes de de régularisation-Actif	8 179 761,87		8 179 761,87					

TABLEAU DES DETTES

Exercice Clos le 31 12 2021

DETTE	ANALYSE PAR ECHEANCE				AUTRES ANALYSES			
	TOTAL	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organisme Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	94 755 125,55	94 755 125,55						
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financement	94 755 125,55	94 755 125,55						
DU PASSIF CIRCULANT	186 110 237,11	1 711 532,85	184 398 704,26		853 093,16	54 877 187,51	25 448 999,08	
- Fournisseurs et comptes rattachés	122 291 506,19	1 711 532,85	120 579 973,34		853 093,16		25 448 999,08	
- Clients créditeurs, avances et acomptes								
- Personnel	7 649 015,34		7 649 015,34					
- Organismes sociaux	11 938 332,60		11 938 332,60			11 938 332,60		
- Etat	42 938 854,91		42 938 854,91			42 938 854,91		
- Comptes d'associés								
- Autres créanciers								
- Comptes de de régularisation-Passif	1 292 528,07		1 292 528,07					

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

Exercice Clos le 31 12 2021

Tiers Créditeurs ou Tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données		Néant			
Sûretés reçues		Néant			

(1) Gage: 1 - Hypothèque: 2 - Nantissement: 3 - Warrant: 4 - Autres: 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Exercice Clos le 31.12.2021

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice précédent
Avals et cautions	18 689 115,65	14 504 000,00
Engagements en matières de pensions de retraites et obligations similaires	45 171 000,00	39 134 000,00
Autres engagements donnés		
- Couvertures métaux : Gains Latents		
- Couvertures métaux : Pertes Latentes		
TOTAL(I)	63 860 115,65	53 638 000,00
(I) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées.....		
ENGAGEMENTS RECUS	Montants exercice	Montants Exercice précédent
Avals et cautions		
Autres engagements reçus	Néant	Néant
TOTAL		

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL

Exercice Clos le 31.12.2021

Rubriques	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Néant										

DETAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2021

POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
611	CHARGES D'EXPLOITATION		
	<u>Achats revenus de marchandises</u>		
	* Achats de marchandises		
	* Variation des stocks de marchandises		
	Total		
612	Achats consommés de matières et fournitures		
	* Achats de matière premières		
	* Variation des stocks de matières premières		
	* Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	152 287 402,54	146 054 527,10
	* Variation des stocks de matières, fournitures et emballages	3 692 134,57	-3 679 483,42
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	53 134 423,40	56 107 960,45
	* Achats de travaux, études et prestation de services	185 623 544,09	123 926 290,37
	Total	394 737 504,60	322 409 294,50
613/614	Autres charges externes		
	* Locations et charges locatives	8 107 107,07	7 793 653,62
	* Redevances de crédit-bail		
	* Entretien et réparations	3 499 077,47	1 971 910,50
	* Primes d'assurances	7 412 314,97	7 967 439,71
	* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		
	* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	742 286,48	784 085,29
	* Redevances pour brevets, marque, droits ...	44 724 448,53	58 854 169,21
	* Transports	17 807 224,08	17 689 611,84
	* Déplacements, missions et réceptions	4 441 152,91	4 427 221,65
	* Reste du poste des autres charges externes	1 912 787,10	6 330 069,88
	Total	88 646 398,61	105 818 161,70
617	Charges de personnel		
	* Rémunération du personnel	135 454 811,14	122 202 919,21
	* Charges sociales	47 505 307,28	45 337 683,20
	* Reste du poste des charges de personnel	36 989 807,39	44 957 611,92
	Total	219 949 925,81	212 498 214,33
618	Autres charges d'exploitation		
	* Jetons de présence	600 000,00	480 000,00
	* Pertes sur créances irrécouvrables		
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	600 000,00	480 000,00
638	CHARGES FINANCIERES		
	<u>Autres charges financières</u>		
	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste des autres charges financières		
	Total		
658	CHARGES NON COURANTES		
	<u>Autres charges non courantes</u>		
	* Pénalités sur marchés et débits		
	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	* Pénalités et amendes fiscales		
	* Créances devenues irrécouvrables		
	* Reste du poste des autres charges non courantes	3 362 791,76	1 631 300,00
	Total	3 362 791,76	1 631 300,00

DETAIL DES POSTES DU C.P.C (PRODUITS)

Exercice Clos le 31.12.2021

POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
711	Ventes de marchandises		
	* Ventes de marchandises au Maroc		
	* Ventes de marchandises à l'étranger		
	* Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total		
712	Ventes des biens et services produits		
	* Ventes de biens au Maroc	682 862 264,72	837 676 576,22
	* Ventes de biens à l'étranger		
	* Ventes des services au Maroc		
	* Ventes des services à l'étranger		
	* Redevances pour brevets, marques, droits ...		
	* Reste du poste des ventes et services produits	6 353 204,45	18 254 639,59
	Total	689 215 469,17	855 931 215,81
713	Variation des stocks de produits		
	* Variation des stocks des biens produits	478 499,68	19 198 489,79
	* Variation des stocks des services produits		
	* Variation des stocks des produits en cours		
	Total	478 499,68	19 198 489,79
718	Autres produits d'exploitation		
	* Jeton de présence reçus		98 162,81
	* Reste du poste (produits divers)		98 162,81
	Total		98 162,81
719	Reprises d'exploitation, transferts de charges		
	* Reprises d'exploitation	4 353 026,12	2 926 249,95
	* Transferts de charges		
	Total	4 353 026,12	2 926 249,95
	PRODUITS FINANCIERS		
738	Intérêts et autres produits financiers		
	* Intérêt et produits assimilés	10 070 102,70	4 862 793,13
	* Revenus des créances rattachées à des participations		
	* Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste intérêts et autres produits financiers	2 182 560,88	2 492 881,89
	Total	12 252 663,58	7 355 675,02

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL (CHARGES)

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

Exercice Clos le 31.12.2021

INTITULES	MONTANT	MONTANT
I. RESULTAT NET COMPTABLE		
* Bénéfice net		66.533.913,61
* Perte nette		
II. REINTEGRATIONS FISCALES	49.264.675,29	
1. Courantes		
Cadeaux		
Dons non déductibles		
Ecart de Conversion Passif Année 2021.	3.610.763,75	
Provision Pour Dépréciation du Stock.	4.799.545,55	
Charges sur exercices antérieurs	366.600,27	
Amort et ou redevances non déductible	240.631,72	
Total des réintégrations courantes	9.017.541,29	
2. Non courantes		
* Provision pour risque	35.032.546,00	
* Autres charges non courantes non déductibles	3.580.360,00	
* Impôt sur les résultats	1.634.228,00	
Total des réintégrations non courantes	40.247.134,00	
III. DEDUCTIONS FISCALES		41.293.681,80
1. Courantes		
Reprise provisions sur stock		4.353.026,12
Reprise écart de conversion Passif 2020.		5.231.946,68
Total des déductions fiscales courantes		9.584.972,80
2. Non courantes		
* Reprise Provision Pour Risque.		31.708.709,00
Total des déductions fiscales non courantes		31.708.709,00
TOTAL	49.264.675,29	107.827.595,41
RESULTAT BRUT FISCAL		Montants
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		
Déficit brut fiscal si T1 < T2 (B)		58.562.920,12
Déficit ou fraction de déficit correspondant à la dotation aux amortissements pratiqués."		
Surplus correspondant au déficit d'exploitation.	58.562.920,12	
REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		
Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables		
RESULTAT NET FISCAL		
"Bénéfice net fiscal (A-C) ou"		
Déficit net fiscal (B)		58.562.920,12
CUMUL DES REPORTS DE DEFICITS SUR AMORTISSEMENTS		
CUMUL DES DEFICITS D'EXPLOITATION RESTANT A REPORTER		
FISCALEMENT		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOT

Exercice Clos le 31 12 2021

I DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Resultat courant d'après C P C	(+,-)	-56 910 406,99
Réintégrations fiscales sur opération courantes	(+)	9 017 541,29
Déductions fiscales sur opération courantes	(-)	9 584 972,80
Resultat courant théoriquement imposable	(=)	-57 477 838,50
Impôt théorique sur Resultat courant	(-)	3 580 360,00
Resultat courant après impôt	(=)	-61 058 198,50
II INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		
<h1>Néant</h1>		

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclérations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice (1 + 2 - 3 = 4)
	1	2	3	
A. T.V.A. Facturée		47 525 039,00	47 525 039,00	
B. T.V.A. Récupérable	104 597 242,98	119 359 229,35	158 296 583,22	65 659 889,11
* sur charges	99 274 911,71		42 662 645,92	56 612 265,79
* sur charges	4 771 913,76	69 926 055,28	68 524 784,61	6 173 184,43
* sur immobilisations	550 417,51	49 433 174,07	47 109 152,69	2 874 438,89
C. T.V.A. d'ue ou crédit de T.V.A = (A - B)	-104 597 242,98			-65 659 889,11

PASSIF EVENTUELS

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE DES CHANGEMENTS
Néant

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 164 509 000.00 Dh

Exercice Clos le 31.12.2021

Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse	N°IF	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
			Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2		3	4	5	6	7	8
MANAGEM	"TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA"	1085091	1320360	1320360	100,00	132 036 000,00	132 036 000,00	132 036 000,00
AUTRES PORTEURS			324636	324636	100,00	32 463 600,00	32 463 600,00	32 463 600,00
CIE DE TIFNOU TIRANIMINE	"TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA"	1086122	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SFGP	60 RUE D'ALGER CASABLANCA	1085081	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SIGER	5 AV LA PRINCESSE LALLA MERYEM RABAT		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
TOUMI IMAD	"TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA"		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
ABARRO ABDELAZIZ	7, RUE DES SAPINS CASABLANCA		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
BENYAKHLEF RACHID	ATTIJARIWAFABANK AG MASOUR EDDAHBI CASA		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
LOUALI AHMED	55, LOT BONVILLARD SOUISSI RABAT		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
BASSIM JAI HOKIMI	3, ALLEE DES MIMOSAS ANFA CASABLANCA		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
BENKHADRA AMINA	39, RUE CADI AHMED MOULINE SOUISSI RABAT		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
ALJ OMAR	BP N° 13005 CASA PRINCIPALE		17	17	100,00	1 700,00	1 700,00	1 700,00
ALJ MOHAMED	BP N° 13005 CASA PRINCIPALE		17	17	100,00	1 700,00	1 700,00	1 700,00
JABRI TOURIA	BP N° 13005 CASA PRINCIPALE		51	51	100,00	5 100,00	5 100,00	5 100,00
			1 645 090,00	1 645 090,00		164 509 000,00	164 509 000,00	164 509 000,00

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

ÉTAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice Clos le 31.12.2021

ELEMENTS	MONTANT	ELEMENTS	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
Décision AGO du..... 27/05/2021		* Réserve légale	
* Report à nouveau	593 337 968,23	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice 2018	97 384 128,23	* Dividendes (affectés après distribution à l'augmentation du Capital social)	82 254 500,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (en instance d'affectation)	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	608 467 596,46
TOTAL A	690 722 096,46	TOTAL B	690 722 096,46
TOTAL A = TOTAL B			

RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Exercice Clos le 31.12.2021

NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisation en non valeurs	1 187 371 313,21	1 284 673 751,44	1 135 912 567,83
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE			
1.Chiffres d'affaires hors taxes	851 770 635,65	855 931 215,81	689 215 469,17
2.Résultat avant impôt	95 431 877,57	106 020 680,23	-62 953 553,61
3.Impôt sur les résultats	4 287 457,00	8 636 552,00	3 580 360,00
4.Bénéfices distribués			82 254 500,00
5.Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			15 129 628,23
RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par action et S A R L)			
Résultat net par action ou part social	55,40	59,20	**NEANT**
Bénéfices distribués par action ou part social			
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	129 483 755,48	122 202 919,21	135 454 811,14
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	790,00	773,00	759,00

TABLEAU DES OPÉRATIONS EN DEVISES COMPTABILISÉES PENDANT L'EXERCICE

Du 01.01.2021 au 31.12.2021

NATURE	Entrée Contre -valeur en DH	Sorties Contre -valeur en DH
.Financement permanent		
.Immobilisations brutes		4 206 419,96
.Rentrée sur Immobilisations		
.Remboursement des dettes de financement		
.Produits	682 862 264,72	
.Charges		62 878 742,50
TOTAL DES ENTREES	682 862 264,72	
TOTAL DES SORTIES		67 085 162,46
BALANCE DEVICES		615 777 102,26
TOTAL	682 862 264,72	682 862 264,72

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I DATATION

Du 01 01 2021 au 31 12 2021

. Date de clôture (1)	31 12 2021
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	23 Mars 2022
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A

A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ER COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATE	INDICATION DES EVENEMENTS
	Favorables: NEANT
	Défavorables: Face au contexte de la crise sanitaire COVID 19, SMI s'est fortement mobilisé pour protéger la santé et la sécurité de l'ensemble des collaborateurs par la mise en place de diverses actions de préventions sanitaires, Les mesures prises par les autorités afin de lutter contre l'épidémie de Covid -19 ont perturbé les activités de la société ce qui s'est traduit par un recul de la production de 20% par rapport à 2019 à cause notamment de la baisse des effectifs Par ailleurs, l'épidémie Covid 19 continue de générer une grande incertitude sur l'économie mondiale. Dans le respect absolu de la santé et de la sécurité de l'ensemble des collaborateurs et des parties prenantes (sous-traitants, communautés riverainesetc.), la SMI s'est organisée afin d'assurer le plan de continuité des activités (PCA) et de faire face éventuellement aux surcoûts liés à la crise sanitaire A ce titre, pour renforcer sa capacité financière, la SMI a conclu des contrats d'affacturage des créances de crédits TVA pour un montant estimé à 100MDH En 2021, la SMI ambitionne de pérenniser la dynamique de l'Excellence Opérationnelle (PMO) lancé en 2019 avec de nouvelles initiatives génératrices d' EBE incrémental

Rapport des commissaires aux comptes



Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca, Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 –
3ème étage
La Marina - Casablanca

Aux Actionnaires de la Société
Société Métallurgique d'Imiter « SMI » S.A.
TWIN CENTER- Tour A, Angle Bd Zerkouni et Bd Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 25 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société Métallurgique d'Imiter S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1.135.967.027,83 MAD dont une perte nette de 66.533.913,61 MAD. Ces états ont été arrêtés par le conseil d'administration le 23 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Métallurgique d'Imiter S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Responsabilités de la direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
 Membre Réseau Grant Thornton
 International
 7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
 Tél : 05 22 54 44 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
 Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
 Bd Sidi Mohammed Benabdellah
 Bâtiment "C", Ivoire 3, La Marina
 Casablanca
 Tél : 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
 Fax : 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA KORACHI
 Associée



Fidaroc Grant Thornton
7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca, Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 –
3ème étage
La Marina - Casablanca

Aux Actionnaires de la
Société Métallurgique d'Imiter (SMI)
TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd Zerkouni et Bd Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Convention de recherche conclue avec la CTT filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention en date du 1^{er} janvier 2006 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à la CTT.

- Modalités essentielles :
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :

- Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.2 Conventions conclues avec CMG filiale du GROUPE MANAGEM

2.2.1 Convention de recherche

- Nature et objet de la convention :
Cette convention en date du 1^{er} janvier 2006 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à CMG.

- Modalités essentielles :
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :

- Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.2.2 Convention de cession de permis d'exploitation 3093 concernant le domaine BOUSKOUR

- Nature et objet de la convention :
Cette convention de cession en date du 12 juin 2007 a pour objet de définir les termes et conditions de :

- La cession par SMI à CMG du domaine d'intérêt « BOUSKOUR » ;
- La réalisation par CMG d'un programme de travaux et de recherche visant l'exploitation et l'évaluation des réserves et ressources de minerais dans le domaine d'intérêt ;
- La mise en exploitation éventuelle du ou des gisements découverts.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.2.3 Convention de cession des permis d'exploitation 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100 et 3101 concernant le domaine de BOUSKOUR

- Nature et objet de la convention :
Cette convention de cession en date du 30 décembre 2008 a pour objet de définir les termes et conditions de :
 - Cession par SMI à CMG du Domaine d'intérêt « BOUSKOUR » ;
 - Réalisation par CMG d'un programme de travaux et de recherche visant l'exploration et l'évaluation des réserves et ressources de minerais dans le Domaine d'intérêt ;
 - La mise en exploitation éventuelle du ou des gisements découverts.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.3 Convention de gestion de trésorerie conclue avec Akka Gold Mining (AGM) filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes sociétés du Groupe MANAGEM dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Modalités essentielles :
Ces avances de trésorerie sont rémunérées au taux de 4,15 % l'an.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.4 Conventions conclues avec AL MADA (ex SNI)

2.4.1 Convention de rémunération de gestion de AL MADA actionnaire et administrateur du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention, autorisée par le Conseil d'Administration du 9 mai 1997, porte sur les prestations fournies à SMI par AL MADA S.A. dans les domaines de la contribution de la Présidence et de la Direction Générale, à la défense des intérêts du secteur des mines, l'assistance juridique, le contrôle de gestion, le conseil financier et fiscal et ressources humaines.
- Modalités essentielles :
La rémunération, fixée au maximum à 1% du chiffre d'affaires hors taxes, est arrêtée pour l'exercice 2021 à 0,425% du chiffre d'affaires, suivant avenant daté du 27 mars 2009.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, la charge comptabilisée par SMI, dans le cadre de cette convention, s'élève à KMAD 2.900 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 3.008.

2.4.2 Convention de gestion de trésorerie conclue avec AL MADA actionnaire et administrateur du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention, autorisée par votre conseil d'administration du 16 mars 1999, vise à centraliser les opérations de trésorerie dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.5 Convention d'inventeur de gisement conclue avec le BRPM actionnaire de SMI

- Nature et modalités de la convention :
La convention, en date du 2 avril 1969, prévoit au titre de l'indemnité d'inventeur de gisement une redevance annuelle égale à 6% du bénéfice d'exploitation net après amortissements.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, aucune charge n'a été comptabilisée.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 7.366.

2.6 Conventions conclues avec MANAGEM S.A actionnaire de SMI

2.6.1 Convention d'administration des affaires

- Nature et modalités de la convention :
La convention prévoit les prestations fournies à SMI par MANAGEM S.A dans les domaines de la Direction Générale, de la gestion courante des opérations de trésorerie, du contrôle de gestion, de l'assistance financière, juridique et fiscale, du développement, de l'administration des systèmes d'information, de la commercialisation et de l'administration des ventes.
- Modalités essentielles :
La rémunération est fixée à 4,65% du chiffre d'affaires hors taxes.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, la charge comptabilisée par SMI, dans le cadre de cette convention, s'élève à KMAD 31.725 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé, au cours de l'exercice, s'élève à KMAD 32.913.

2.6.2 Convention de gestion et suivi des approvisionnements

- Nature de la convention :
La convention prévoit que MANAGEM assure les approvisionnements en consommables et pièces de rechange pour les besoins de l'exploitation et de la maintenance de SMI.
- Modalités essentielles :
La rémunération est fixée à 3% des achats stockés.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, la charge comptabilisée par SMI dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 4.482 Hors taxes.

- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 4.503.

2.6.3 Convention d'administration du personnel

- Nature de la convention :
La convention prévoit que MANAGEM assure la gestion de la paie, le recrutement des agents de maîtrise et des ouvriers, la formation, la communication et la mise en place de la démarche qualité.

- Modalités essentielles :
La rémunération est fixée à 2,5 % de la masse salariale.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, la charge comptabilisée par SMI dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 5.542 Hors taxes.

- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 5.520.

2.6.4 Convention de gestion de trésorerie

- Nature de la convention :
Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes sociétés du Groupe MANAGEM dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

- Modalités essentielles :
Ces avances de trésorerie ont été rémunérées courant 2021 au taux de 4,15 % l'an. L'encours au 31 décembre 2021 s'élève à 210 089 127 MAD.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2021, les produits financiers comptabilisés par SMI dans le cadre de cette convention s'élèvent à KMAD 10.070 Hors taxes.

- Montant encaissé ou décaissé : Le montant encaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 9.752.

2.7 Convention de recherche conclue avec REMINEX filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature de la convention :
Cette convention en date du 29 décembre 1997 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à REMINEX.

- Modalités essentielles :
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :

- Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.8 Convention de recherche conclue avec TECHSUB filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature de la convention :
Cette convention en date du 29 décembre 1997 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à TECHSUB.

- Modalités essentielles :
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :

- Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2021.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

2.9 Convention de recherche conclue avec SOMIFER filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature de la convention :
Cette convention en date du 1^{er} janvier 2005 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à SOMIFER.

- Modalités essentielles :
Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :

- Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2021.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2021.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Oriss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 06 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Bd. Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment 3, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 49 35 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOU DA KORACHI
Associée

Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

	FIDAROC GT						DELOITTE					
	Montant/Année			Pourcentage/Année *			Montant/Année			Pourcentage/Année *		
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés	135	135	135	100%	100%	100%	135	135	135	100%	100%	100%
Emetteur	135	135	135	100%	100%	100%	135	135	135	100%	100%	100%
Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire au comptes	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Emetteur	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	135	135	135	100%	100%	100%	135	135	135	100%	100%	100%
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	135	135	135	100%	100%	100%	135	135	135	100%	100%	100%



SMI
Managem Group